

# BTP News

www.btpnews.ma



Assemblées annuelles  
de la BM et du FMI  
**Mme Alaoui dit tout,  
ou presque...**

DIFFÉRENCE ENTRE STRESS  
HYDRIQUE ET SÉCHERESSE

## DEUX CONCEPTS SOUVENT CONFONDUS

Séisme d'Al Haouz  
**Des progrès  
significatifs  
dans la  
reconstruction  
des écoles  
touchées**



Barrage M'dez : **Dernière ligne droite pour  
un projet d'envergure hydraulique**



Recettes fiscales  
**Hausse de  
10,9% au  
premier  
semestre  
2024**

**Convertissez votre expérience  
professionnelle en Diplôme NIVEAU  
INGENIEUR par la VAE !**



contact@enita.ma

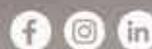
Jacob Delafon  
PARIS

## Vivienne Signature

Un style qui ne laisse pas indifférent



*A découvrir en showroom et sur [jacobdelafon.ma](http://jacobdelafon.ma)*



## ZOOM 6-7

Augmentation des Recettes Fiscales au Maroc /  
**Un Premier Semestre 2024 Prometteur**

## BTP MAROC 8 - 23

Al Haouz / **Des progrès significatifs dans la reconstruction des écoles touchées par le séisme, selon Chakib Benmoussa**  
**Les opérations de déblaiement touchent à leur fin malgré un terrain difficile**

Al Omrane Fès-Meknès mobilise les promoteurs immobiliers Sefrou / **Le barrage M'dez, un projet d'envergure hydraulique, approche de son achèvement**  
Marché immobilier / **Baisse générale des prix et hausse des transactions au T2-2024**

LGV Kénitra-Marrakech / **China Railway Group décroche le premier lot de travaux de génie civil**  
Sonasid / **Un Chiffre d'Affaires en baisse de 4% à fin juin 2024**  
**Gims lance son projet immobilier de luxe « Sunset Village Private Residences »**

## INTERNATIONAL 24 - 31

Hongrie / **La construction de l'usine BMW confiée à l'entreprise turque Togg**  
**La Corée du Nord et la Russie s'accordent sur la construction d'un pont routier, nouvel élan pour le BTP**  
France / **Les Journées Nationales de l'Architecture du 18 au 20 octobre 2024**

**Moins de 5% des prêts bancaires dans les marchés émergents pour le climat, selon la Banque mondiale**

Différence entre stress hydrique et sécheresse /  
**Deux concepts souvent confondus**

Assemblées annuelles de la BM et du FMI  
**Mme Alaoui dit tout, ou presque...**

**Volvo CE annonce une baisse des ventes nettes mais continue d'innover et de lancer de nouveaux produits**



## DOSSIER 32 - 43

## INTERVIEW 44 - 45

## MATERIEL 46

# BTP NEWS

MAGAZINE GRATUIT DU  
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

EDITÉ PAR :

**alfacet media**

DOSSIER DE PRESSE :

n° 04 - 2013

DÉPÔT LÉGAL :

2013-0052

ISSN : 2336-0011

RÉGIE PUBLICITAIRE :

06 64 49 40 24

IMPRESSION :

**Société d'impression BTP  
com Maroc**

DISTRIBUTION : NRG LINE

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

**Khalid Fakhir**

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION :

**Abdelali El Qati**

RÉDACTION :

**Zainab Douimi**



PHOTOGRAPHE :

**Rizko Abdel Majid (ADT)**

PARTENAIRES MÉDIA :

**JournalEco, adyare, Aarasid**

ADRESSE : Cosmos 4, Rue

**1 - Bureau 7 La Villette -  
Casablanca**

Tél : (+212) 5 22 62 70 77

Fax : (+212) 5 22 62 16 17

**www.btpnews.ma**



## Le BTP en 2024 : Une construction plus intelligente, durable et connectée



**Les entreprises du BTP sont de plus en plus poussées à innover pour relever les défis d'un marché en constante évolution, tout en répondant aux enjeux de la transition énergétique et de la durabilité.**

**L'**année 2024 marque un tournant décisif pour le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Les entreprises du BTP sont de plus en plus poussées à innover pour relever les défis d'un marché en constante évolution, tout en répondant aux enjeux de la transition énergétique et de la durabilité.

La digitalisation au cœur du chantier

\* Intelligence artificielle et optimisation  
L'IA révolutionne la gestion de projet, de la planification à la prévision des risques.

\* Réalité virtuelle et augmentée

Ces technologies immersives améliorent la conception, la collaboration et la formation des équipes.

\* Drones

Les drones sont devenus des outils indispensables pour l'inspection, le suivi de chantier et la cartographie.

Durabilité et efficacité énergétique : les maîtres-mots

\* Matériaux écologiques

Le secteur privilégie les matériaux à faible empreinte carbone pour réduire son impact environnemental.

\* Bâtiments basse consommation

Les normes de construction évoluent pour favoriser des bâtiments plus économes en énergie.

\* Encouragement des politiques publiques

Les gouvernements mettent en place des incitations pour soutenir la transition vers une construction plus verte.

Des défis à relever

\* Pénurie de main-d'œuvre qualifiée :

Le secteur doit faire face à un manque de professionnels, notamment dans les métiers techniques.

\* Volatilité des prix

Les fluctuations des coûts des matériaux représentent un défi pour la gestion des projets.

L'IoT au service de la sécurité

\* Équipements connectés

Les EPI équipés de capteurs permettent une surveillance en temps réel de la santé et de la sécurité des travailleurs.

\* Réduction des risques

Cette technologie contribue à prévenir les accidents du travail et à améliorer les conditions de travail.

Perspectives d'avenir

\* Investissements massifs : Les plans de relance économique et les politiques en faveur des infrastructures vertes stimulent la croissance du secteur.

Un avenir prometteur

Malgré les défis, les perspectives sont positives pour le BTP, qui se positionne comme un acteur clé de la transition écologique.

Conclusion

Le secteur du BTP est en pleine mutation. La digitalisation, la durabilité et la sécurité sont les piliers de cette transformation.

Les entreprises qui sauront s'adapter à ces nouvelles exigences seront les mieux placées pour réussir dans un marché de plus en plus compétitif.

Cette reformulation offre une vision plus synthétique et dynamique des tendances du BTP en 2024.



منارة بريفا  
ménéara préfa

**Organisme de contrôle technique de bâtiment  
et des équipements techniques agréé par l'Etat  
et par les compagnies d'assurance et de réassurance**



**Des compétences  
à la hauteur  
de vos exigences**

### **ACTIVITE PRINCIPALE**

- Contrôle technique de la construction et des équipements techniques tous corps d'état.
- Inspections périodiques réglementaires des installations électriques, appareils de levage, appareils à pression et autres installations techniques.
- Sécurité et prévention des risques.
- Expertise et diagnostic des installations techniques du bâtiment et industriels.

AUGMENTATION DES RECETTES FISCALES AU MAROC

# Un Premier Semestre 2024 Prometteur



**Les recettes fiscales du Maroc ont atteint 151,7 milliards de dirhams (MMDH) au cours des six premiers mois de 2024, marquant une augmentation notable de 10,9% par rapport à la même période de l'année précédente.**

Cette performance reflète une croissance économique stable et une gestion efficace des politiques fiscales par le ministère de l'Économie et des Finances. Un Taux de Réalisation de 56% : Les Principaux Impôts et Taxes en Détail Les recettes fiscales de cette période ont atteint un taux de réalisation de 56% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) de 2024.

Cette progression est le fruit de diverses contributions fiscales, dont certaines se démarquent particulièrement :

**1.** Impôt sur les Sociétés (IS) : Avec un taux de réalisation de 66,6%, les recettes de l'IS ont augmenté de 4,7 MMDH. Cette augmentation est principalement attribuée à l'amélioration des recettes du complément de régularisation (+2,3 MMDH), des deux premiers acomptes (+1,3 MMDH), et de l'IS retenu à la source sur les placements à revenu fixe, les rémunérations allouées à des tiers, et les produits des actions (+1,1 MMDH).

**2.** Impôt sur le Revenu (IR) : Les recettes de l'IR ont atteint un taux de réalisation de 56,1%, avec une augmentation de 2,5 MMDH. Cette hausse est due à l'amélioration des recettes générées par l'IR sur les salaires (+1 MMDH), les profits fonciers (+0,4 MMDH), et les produits de placements à revenu fixe ainsi que les profits de cession de valeurs mobilières (+0,5 MMDH).

**3.** Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : La TVA a connu une augmentation de 4,7 MMDH, avec un taux de réalisation de 50,2%. Cette hausse provient principalement de l'augmentation de la TVA à l'intérieur (+2,9 MMDH) et à l'importation (+1,8 MMDH).

**4.** Taxes Intérieures de Consommation (TIC) : Les recettes des TIC ont enregistré un taux de réalisation de 50,6% et une croissance de 1,1 MMDH, principalement en raison de l'amélioration des taxes sur les produits énergétiques (+0,8 MMDH).

5. Droits de Douane : Les recettes des droits de douane ont atteint un taux de réalisation de 57,4%, avec une progression de 1,4 MMDH.

**6.** Droits d'Enregistrement et de Timbre : Ces recettes ont augmenté de 0,3 MMDH, avec un taux de réalisation de 59,2%. La hausse est principalement attribuée à l'augmentation de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules (+99 MDH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+78 MDH), et des droits d'enregistrement (+77 MDH).

Perspectives et Implications pour le Budget de l'État

Le rapport sur la situation des charges

et ressources du Trésor (SCRT) de juin 2024, présenté par le ministère de l'Économie et des Finances, souligne que ces résultats dépassent les attentes et montrent une gestion budgétaire efficace.

Le SCRT, un document statistique essentiel, présente les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances, offrant une comparaison avec les réalisations de l'année précédente.

Le document SCRT, produit par la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), va au-delà des simples données comparables. Il adopte une approche conforme aux normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, en détaillant les flux économiques, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les investissements, le déficit budgétaire, le besoin de financement, et les financements mobilisés pour combler ce besoin.

Ces performances fiscales prometteuses témoignent de la résilience de l'économie marocaine face aux défis mondiaux et renforcent la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux.

Avec une gestion prudente des finances publiques et des politiques fiscales adaptées, le Maroc se positionne pour une croissance économique soutenue et inclusive.



**Le SCRT, un document statistique essentiel, présente les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances, offrant une comparaison avec les réalisations de l'année précédente.**





AL HAOUZ

## Des progrès significatifs dans la reconstruction des écoles touchées par le séisme, selon Chakib Benmoussa

**Le ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Chakib Benmoussa, a annoncé des avancées notables dans le programme de reconstruction et de réhabilitation des établissements scolaires affectés par le séisme d'Al Haouz. Lors d'une conférence de presse à Rabat, il a souligné que ce projet a « atteint des niveaux de réalisation significatifs », permettant d'améliorer les conditions de scolarité dans les zones sinistrées.**

Depuis la catastrophe, des efforts importants ont été déployés pour assurer la continuité de l'enseignement. M. Benmoussa a confirmé qu'aucun élève n'est actuellement scolarisé sous des tentes

ou dans des internats en dehors de la province, grâce à la création d'internats proches des domiciles familiaux.

Le ministre a rappelé que le premier objectif après le séisme était de garantir la scolarité des enfants, malgré les défis. Grâce à la solidarité locale et à la mobilisation des enseignants, des solutions rapides ont permis une reprise des cours tout en offrant un accompagnement psychologique aux élèves.

Les efforts se poursuivent avec la deuxième phase du programme, visant à améliorer les conditions d'accueil en tenant compte des conditions météorologiques, ainsi qu'à garantir la sécurité des élèves à travers des études techniques et d'ingénierie.

# STRUGAL OUALID

STRUGAL OUALID le haut de gamme de l'aluminium pour vous offrir Sécurité, Fiabilité et Confort.



STRUGAL  
OUALID



STRUGAL

ALUDORS  
STOC BOND

📍 Lot Zoubir, Group 1, Rue Hamid Lhabib,  
25A, Casablanca  
☎ 0668 71 49 81 / 0808 55 03 13  
☎ 0668-699157 / 0662-195063  
✉ [accueil@aloualid.ma](mailto:accueil@aloualid.ma)  
🌐 [www.strugal-oualid.ma](http://www.strugal-oualid.ma)

f strugal-oualid | @ strugal-oualid

**BTP**  
News

9



AL HAOUZ

## Les opérations de déblaiement touchent à leur fin malgré un terrain difficile

Les interventions sur le terrain concernant l'enlèvement des débris des habitations détruites dans la province d'Al Haouz, suite au séisme du 8 septembre dernier, sont dans leurs dernières phases, grâce à l'efficacité et à la rapidité des autorités locales et de tous les intervenants, malgré les reliefs difficiles, rapporte la Map.

Conformément aux hautes instructions royales, divers intervenants s'assurent, dans un état de mobilisation et de vigilance permanents, d'accélérer la reconstruction de la province d'Al Haouz et des autres zones touchées par cette catastrophe naturelle, avec des solutions sur le terrain adapté aux cas les plus complexes.

Youssef Wardouni, directeur provincial de l'équipement et de l'eau à Al

Haouz, a déclaré à l'agence marocaine de presse (Map) que « les opérations de déblaiement et d'enlèvement des décombres sont dans leurs dernières phases », soulignant que cela « a demandé un effort considérable, avec la démolition de plus de 23 360 maisons et l'enlèvement de 99 % des débris dans la province. Cette opération a été très difficile en raison de la dispersion des villages, de la nécessité de dégager les décombres pour y accéder, de la difficulté de relier les habitations entre elles et de la distance des décharges publiques par rapport aux villages ».

Il a ajouté que « dans un premier temps, huit routes classées ont été rouvertes, ainsi qu'un ensemble d'environ 35 routes rurales non classées ». Il a précisé que cette opération « a permis d'acheminer les aides et d'évacuer les blessés. La route nationale 7, artère vitale de la région, a également été rouverte malgré d'importants éboulements ».

M. Wardouni a salué les efforts conjoints des autorités provinciales, des services extérieurs et des autorités locales, qui ont permis de surmonter ces difficultés. Il a également précisé que « dans le cadre du programme d'urgence, le ministère de l'Équipement a lancé deux sections de la route nationale 7, dont la construction a débuté le 24 juin dernier ». Ce projet, qui doit être réalisé en 18 mois, pourrait être achevé plus rapidement. Cette route relie quatre communes : Ouirgane, Imguedal, Ijjoukak et Talat N'Yaaqoub. Une fois les travaux terminés, les infrastructures seront en bon état et résistantes aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. D'autres sections sont en cours d'étude pour relier Al Haouz à Taroudant afin de réduire les temps de trajet et de stimuler le développement économique, social et touristique de la région.

De son côté, Anas El Basraoui, chef du département des infrastructures à la préfecture d'Al Haouz, a indiqué que « plus de 23 360 habitations sur 23 500 ont été démolies, et les travaux sont achevés à 99 %, grâce à la coordination entre la direction de l'équipement et le ministère de l'Intérieur, malgré la difficulté d'accès à certaines zones ». Il a souligné que « les 1 % restants concernent des cas com-

plexes nécessitant des efforts supplémentaires ».

Il a ajouté que « la reconstruction commence immédiatement après le déblaiement, et les permis nécessaires ont été délivrés par les autorités concernées. Ce processus présente de nombreuses difficultés, allant de l'obtention des permis à l'excavation des fondations, jusqu'à la construction de la structure et de la toiture. Nous avons atteint 11 000 excavations, soit 47 % du total des maisons. Quant à la livraison finale, 1 000 maisons ont été remises sur 23 500, soit 5 % du total ». Il a précisé que cette zone équivaut à 1,6 million de mètres carrés, et que les efforts se poursuivent pour intensifier et achever le processus le plus rapidement possible, avec un suivi quotidien sur le terrain.

Par ailleurs, Oussama Aabibou, ingénieur au Laboratoire Public d'Essais et d'Études et responsable du dossier du séisme d'Al Haouz, a déclaré : « Dès le premier jour après le séisme, nous avons entrepris un travail sur le terrain pour évaluer l'état des structures endommagées, en identifiant les bâtiments à démolir et ceux à réparer. Nous avons également mené une analyse technique pour déterminer les villages où la construction est possible ou non, en fonction de critères stricts ». Il a ajouté : « Jusqu'à présent, nous avons inspecté plus de 10 000 fondations creusées par les citoyens sinistrés, et celles-ci ont été approuvées pour commencer la construction. Nous avons également identifié environ 2 000 maisons nécessitant des réparations ».

Il a souligné que les travaux de construction sont confrontés à plusieurs obstacles, notamment la difficulté des reliefs, l'accès aux villages, la pénurie de main-d'œuvre en raison de la reprise des travaux simultanément dans toute la province d'Al Haouz, ainsi que la livraison des matériaux de construction et leur coût.

Les traces du séisme du 8 septembre s'effacent progressivement dans de nombreuses communes et régions les plus touchées de la province d'Al Haouz, comme en témoignent les nombreuses maisons en béton en cours de construction, avec détermination et optimisme, pour tourner la page de cet événement tragique.



**Par ailleurs, Oussama Aabibou, ingénieur au Laboratoire Public d'Essais et d'Études et responsable du dossier du séisme d'Al Haouz, a déclaré :**

**« Dès le premier jour après le séisme, nous avons entrepris un travail sur le terrain pour évaluer l'état des structures endommagées, en identifiant les bâtiments à démolir et ceux à réparer. »**



## Al Omrane Fès-Meknès mobilise les promoteurs immobiliers

**Le groupe Al Omrane Fès-Meknès a organisé, ce jeudi à Fès, une journée de l'investissement s'inscrivant dans le cadre de la promotion du programme national de soutien direct au logement.**

**Dans une déclaration à l'Agence Marocaine de Presse, en marge de cette rencontre visant à informer les acteurs économiques et les particuliers sur les opportunités d'investissement disponibles dans la région, le directeur général du groupe Al Omrane Fès-Meknès, Rachid Sahli, a affirmé que cet événement incarne l'engagement d'Al Omrane à mettre en œuvre le nouveau programme de soutien au logement dans la région de Fès-Meknès.**

Il a expliqué que cette initiative, lancée par le groupe Al Omrane en collaboration avec le Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville à travers ses représentations régionales, s'inscrit dans le cadre des directives royales visant à répondre aux besoins des citoyens en matière de logement, en harmonie avec les politiques du ministère de tutelle.

L'objectif de cette rencontre est de fournir le foncier nécessaire aux promoteurs intéressés pour réaliser leurs projets dans le cadre de ce nouveau programme.

Il a souligné que cette initiative répondra aux attentes des citoyens de la région Fès-Meknès, tout en offrant un aperçu de l'offre du groupe Al Omrane, qui comprend notamment la sélection

de sites bien situés, la fourniture d'incitations financières et des offres spécifiques pour les ventes groupées, afin de favoriser l'engagement des promoteurs. Le responsable a également mis en avant l'importance de la région Fès-Meknès, qui occupe la deuxième place au niveau national en termes de nombre de demandes, avec la ville de Fès en tête de liste au niveau national. Pour sa part, Soumia Alami Karfti, directrice régionale de l'Habitat et de la Politique de la Ville à Meknès, a souligné l'importance du programme de soutien direct au logement, indiquant que cette initiative a été lancée sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, et sous la supervision du Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, qui lui accorde une attention particulière. Elle a précisé que le programme constitue actuellement le principal mécanisme facilitant l'accès des citoyens au logement, les catégories à faible revenu bénéficiant d'un soutien direct de 100 000 dirhams pour l'acquisition d'un logement dont la valeur totale ne dépasse

pas 300 000 dirhams, tandis que les unités de logement dont la valeur se situe entre 300 000 et 700 000 dirhams bénéficient d'un soutien de 70 000 dirhams. Ces mesures visent à faciliter l'accès au logement pour un grand nombre de citoyens et à répondre ainsi aux besoins en matière de logement dans la région. De son côté, Salimi Fatima Zahra, directrice commerciale du groupe Al Omrane Fès-Meknès, a présenté les projets immobiliers stratégiques de la région. Dans ce contexte, Mme Salimi a mis en avant la diversité des offres d'Al Omrane, soulignant les avantages de chaque projet, tels que l'emplacement stratégique, la proximité des infrastructures socio-économiques, et les différentes offres en termes de superficie et de prix. Cette rencontre a été marquée par une série de réunions bilatérales entre les représentants d'Al Omrane et les promoteurs immobiliers concernés, permettant d'approfondir la discussion sur l'offre foncière disponible et les facilités proposées pour encourager l'investissement dans le cadre du programme national de soutien direct au logement.



**L'objectif de cette rencontre est de fournir le foncier nécessaire aux promoteurs intéressés pour réaliser leurs projets dans le cadre de ce nouveau programme.**





SEFROU

## Le barrage M'dez, un projet d'envergure hydraulique, approche de son achèvement

Le barrage M'dez, situé à 58 km au sud-est de la ville de Sefrou, entre dans la phase finale de sa construction. Cet ouvrage hydraulique, qui fait partie intégrante du programme d'aménagement du haut Sebou, est un projet d'envergure visant à renforcer la gestion des ressources en eau dans la région. Initialement prévue pour être achevée à la fin d'octobre 2024, la mise en eau du barrage a été anticipée à février 2024, grâce à l'accélération des travaux ordonnée par les directives royales. Ce gain de huit mois reflète l'importance cruciale du projet pour répondre aux défis de la gestion des ressources hydriques au Maroc.

### L'AVANCEMENT DES TRAVAUX :

Actuellement, le barrage M'dez a déjà atteint un niveau de retenue de 745 NGM, correspondant à environ 8 millions de mètres cubes d'eau stockées. Cette avancée significative est encouragée par les récentes précipitations des 27 et 28 août 2024, qui ont permis de retenir une crue d'environ 3 millions de mètres cubes. Ces premiers résultats sont prometteurs pour la réalisation des objectifs fixés pour cet ouvrage.

### CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU BARRAGE :

Le barrage M'dez est un ouvrage en remblais à masque amont en béton, atteignant une hauteur de 109 mètres et nécessitant un volume de digue d'environ 2,6 millions de mètres cubes. Avec

une capacité de stockage de 700 millions de mètres cubes, il a pour mission principale de transférer 125 millions de mètres cubes par an vers la plaine de Saïss, de protéger le barrage Allal El Fassi situé en aval, et d'assurer l'alimentation en eau potable des douars environnants. Ce projet, financé à hauteur de 1,6 milliard de dirhams, est intégralement réalisé par un staff marocain, témoignant de l'expertise nationale dans ce domaine.

#### **IMPACT ET PERSPECTIVES :**

Outre ses fonctions principales, le barrage M'dez aura un impact significatif sur le développement socio-économique de la région. Il a généré environ 400.000 jours de travail, contribuant à la qualification de la main-d'œuvre locale. Le projet inclut également le désenclavement des douars avoisinants grâce à la déviation de la route provinciale N 5016, ainsi que le potentiel dévelop-

pement du tourisme environnemental autour de la future retenue.

#### **MESURES D'ATTÉNUATION ET ENVIRONNEMENT :**

Conscient des impacts environnementaux, le projet a intégré des mesures d'atténuation, notamment l'indemnisation des propriétaires des terrains expropriés et le rétablissement des infrastructures affectées. Ces actions visent à garantir une transition équitable pour les populations locales, tout en minimisant les répercussions négatives sur l'environnement.

Le barrage M'dez représente un maillon essentiel dans le vaste programme d'aménagement hydraulique du bassin du Sebou, initié dès l'indépendance du Maroc. Avec son entrée en phase finale, ce projet emblématique incarne la volonté du Royaume de renforcer sa gestion des ressources en eau tout en soutenant le développement durable de la région.



**Le barrage M'dez est un ouvrage en remblais à masque amont en béton, atteignant une hauteur de 109 mètres et nécessitant un volume de digue d'environ 2,6 millions de mètres cubes.**



## MODERNISATION DU RÉSEAU AUTOROUTIER / **ADM s'apprête à bénéficier d'un prêt de 300 millions d'euros de la BEI**

La Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM) s'apprête à bénéficier d'un prêt de 300 millions d'euros de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Ce financement sera destiné à soutenir un vaste programme de modernisation de 1.200 km du réseau autoroutier marocain d'ici 2033.

L'objectif de ce projet ambitieux est de renforcer la résilience du réseau face aux risques climatiques tout en stimulant le développement économique et l'intégration régionale. Ce plan de modernisation permettra notamment d'améliorer la



sécurité et la durabilité des infrastructures autoroutières au Maroc.

En parallèle, les performances financières d'ADM sont en forte progression. Le chiffre d'affaires consolidé de la société a atteint plus de 2,58 milliards de dirhams à la fin du premier semestre 2024, enregistrant une croissance de 30,1% par rapport à la même période en 2023. Ce projet, soutenu par la BEI, marque une étape importante dans la transformation des infrastructures marocaines, essentielles au développement du pays et à la fluidité du transport régional.

## CIMENTS DU MAROC /

# Chiffre d'affaires consolidé de près de 2 milliards de dirhams au premier semestre 2024

Le groupe Ciments du Maroc a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de près de 2 milliards de dirhams (MMDH) au cours des six premiers mois de l'année 2024, malgré un léger repli de son chiffre d'affaires non consolidé. Ce dernier, non audité, s'est établi à 1,78 MMDH, enregistrant une baisse de 4,9% par rapport à la même période en 2023, principalement en raison du décalage dans le ralentissement de l'activité lié à l'Aïd Al-Adha.

Le chiffre d'affaires non consolidé de Ciments du Maroc a été impacté par une baisse de la demande durant la période de l'Aïd Al-Adha, qui a affecté les ventes de ciment. Cette situation a contribué à une diminution de 4,9% du chiffre d'affaires non consolidé à fin juin 2024, atteignant ainsi 1,78 MMDH.

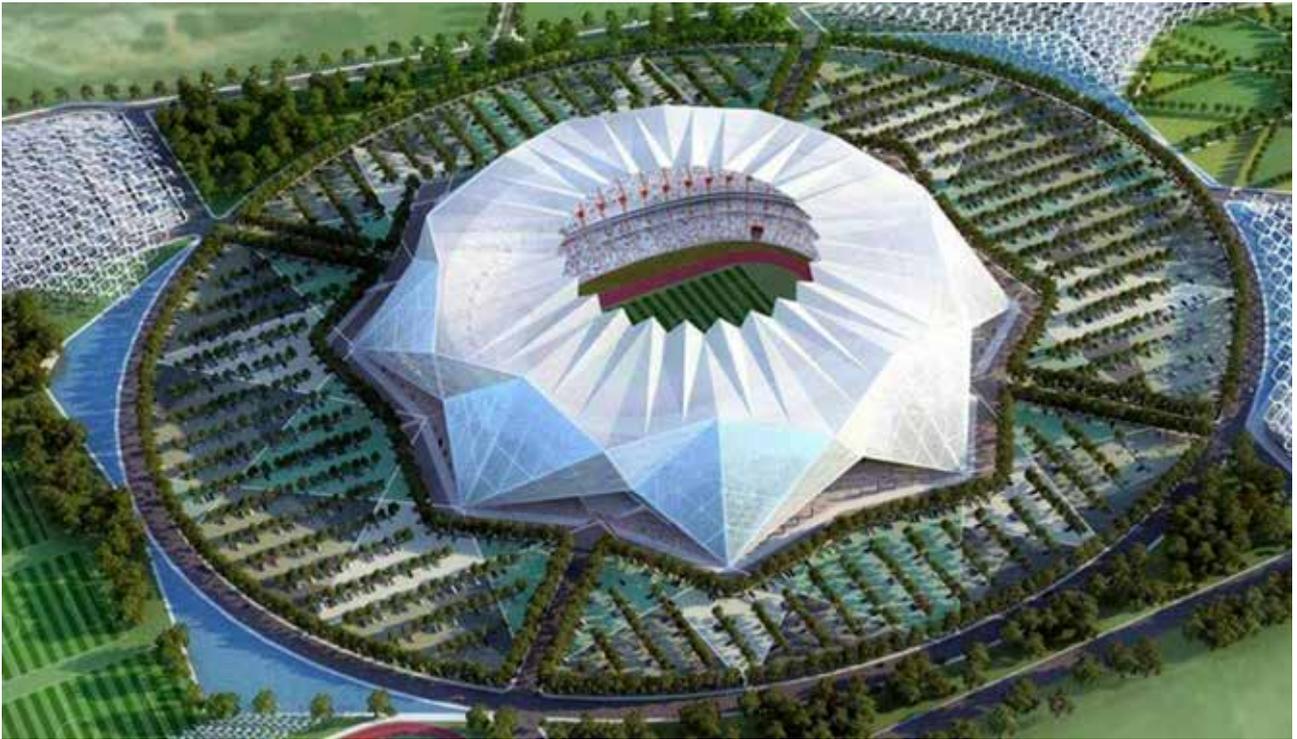
Malgré ce contexte, le groupe a poursuivi ses investissements au cours du deuxième trimestre 2024, atteignant 18 millions de dirhams (MDH), soit une progression notable de 21% par rapport à la même période en 2023. Ces investissements incluent des projets courants et stratégiques, démontrant l'engagement de Ciments du Maroc à renforcer sa position sur le marché tout en assurant une croissance durable.

L'endettement financier de Ciments du Maroc s'est chiffré à 36 MMDH à fin juin 2024, correspondant essen-



tiellement à des découverts bancaires. Cette situation financière témoigne d'une gestion prudente, permettant au groupe de maintenir sa solidité financière malgré les défis du marché.

En dépit des défis rencontrés au cours du premier semestre 2024, notamment le décalage de l'activité en lien avec l'Aïd Al-Adha, Ciments du Maroc continue de démontrer sa résilience grâce à des investissements stratégiques et une gestion financière rigoureuse. Le groupe reste déterminé à consolider sa position sur le marché marocain tout en préparant de nouvelles initiatives pour assurer une croissance continue dans les années à venir.



DAILY MAIL

## Le Maroc construira un nouveau stade de classe mondiale

**La prestigieuse publication britannique, « Daily Mail », a récemment dévoilé des informations exclusives concernant la construction du stade Hassan II, situé dans les environs de Casablanca.**

Ce projet ambitieux s'inscrit dans le cadre des préparatifs du Maroc pour la Coupe du Monde 2030, organisée conjointement avec l'Espagne et le Portugal.

D'après le journal, le Maroc a fait appel aux mêmes experts responsables de la rénovation du mythique stade Old Trafford, où évolue le club de Manchester United.

Ces ingénieurs et architectes renommés, ayant acquis une expertise mondiale, ont été désignés pour concevoir et superviser la construction du nouveau stade de Casablanca.

Le futur stade, qui aura une capacité impressionnante de 115 000 places, sera l'un des plus grands au monde.

Le projet, confié au cabinet d'architecture britannique Populous, célèbre pour ses réalisations de grande envergure, s'inspire des traditions marocaines, notamment des « moussem », ces rassemblements culturels et religieux typiques du pays.

Un des éléments distinctifs du stade sera son toit, composé d'un réseau d'aluminium, assurant une couverture moderne et esthétique. De plus, une seule tribune du stade pourra accueillir jusqu'à 29 500 spectateurs, offrant ainsi une expérience unique aux amateurs de football.

Ce projet symbolise la détermination du Maroc à s'imposer comme un acteur majeur du sport international, tout en mettant en valeur son patrimoine culturel et architectural.

La construction du stade Hassan II marque une étape cruciale dans la préparation de la Coupe du Monde 2030, un événement attendu avec impatience par les fans de football du monde entier.



**La construction du stade Hassan**

**II marque une étape cruciale dans la préparation de la Coupe du Monde 2030, un événement attendu avec impatience par les fans de football du monde entier.**

MARCHÉ IMMOBILIER

# Baisse générale des prix et hausse des transactions au T2-2024



**Les appartements ont bénéficié d'une augmentation des ventes de 11,8%, tandis que les maisons ont enregistré une hausse modeste de 1,1%. En revanche, les transactions pour les villas ont légèrement diminué de 2,6%.**

**Le marché immobilier marocain a connu des fluctuations notables au deuxième trimestre de 2024. Selon les données fournies par Bank Al-Maghrib (BAM) et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (ANCFCC), l'indice des prix des actifs immobiliers (IPAI) a reculé de 0,4% en glissement annuel.**

Ce mouvement résulte principalement de la baisse des prix des biens résidentiels et des terrains, tandis que les biens à usage professionnel ont enregistré une légère hausse. Le recul de l'IPAI est largement attribué à une baisse de 0,6% des prix des biens résidentiels et des terrains. En particulier, les appartements ont vu leurs prix baisser de 0,4%, les maisons de 2%, et les villas de 1%. Cette tendance reflète les ajustements du marché face aux défis économiques actuels, offrant des opportunités pour les acheteurs à la recherche de biens résidentiels à des prix plus accessibles. En revanche, les biens à usage professionnel ont connu une hausse de 0,4% en glissement

annuel, tirée par l'augmentation des prix des locaux commerciaux (+0,2%) et des bureaux (+0,7%).

Cette légère augmentation témoigne de la résilience du secteur professionnel, soutenu par des perspectives économiques favorables et une demande constante en espaces de bureaux.

Malgré la baisse des prix, le nombre de transactions immobilières a augmenté de 12,1% au T2-2024. Cette hausse est particulièrement marquée dans le segment résidentiel (+11,1%) et pour les terrains (+25,6%).

Les appartements ont bénéficié d'une augmentation des ventes de 11,8%, tandis que les maisons ont enregistré une hausse modeste de 1,1%. En revanche, les transactions pour les villas ont légèrement diminué de 2,6%.

Dans le segment des biens à usage professionnel, les transactions ont reculé de 2,3%, en raison d'une baisse de 3% des ventes des locaux commerciaux.

Cependant, les bureaux ont vu leurs ventes augmenter de 1%, soulignant une certaine stabilité dans ce sous-segment du marché.

À l'échelle régionale, l'IPAI a montré des variations notables. Des hausses trimestrielles ont été observées à Agadir (+1,4%) et Oujda (+0,1%), tandis que des baisses ont été enregistrées à Meknès (-0,4%) et Tanger (-1%). Rabat et Fès ont connu une stagnation des prix, indiquant une stabilité relative dans ces marchés.

Le deuxième trimestre de 2024 a mis en évidence les dynamiques contrastées du marché immobilier marocain. Alors que les prix des actifs immobiliers ont globalement diminué, le nombre de transactions a augmenté, témoignant de la vitalité du marché et de l'adaptabilité des acteurs face aux conditions économiques changeantes.

L'immobilier résidentiel continue de s'ajuster, tandis que le secteur professionnel montre des signes de résilience, notamment dans les grandes villes.

Ces tendances seront à surveiller de près dans les prochains trimestres, en particulier à l'approche d'événements majeurs comme la Coupe du Monde 2030.

## BIENS IMMOBILIERS / **Allongement du délai pour agir en justice en cas de défaut de garantie**

**Le secteur de l'immobilier vient de connaître un changement législatif majeur visant à renforcer la protection des consommateurs. En effet, le délai prévu dans l'article 573 du Code des Obligations et Contrats, relatif à l'introduction d'une action en justice pour défaut de garantie, n'est désormais plus limité à 365 jours.**

Lors d'une séance législative en juillet dernier, la Chambre des représentants a adopté à l'unanimité une proposition de loi modifiant cet article. Ce texte, récemment publié au Journal Officiel, étend le délai de prescription des actions résultant des vices rédhibitoires des biens immobiliers à deux ans à compter de la livraison, et à cinq ans à compter de la date de vente.

Cette réforme législative répond à une revendication ancienne des associations de protection des consommateurs et des groupes parlementaires, en particulier celui du Progrès et du Socialisme. Ces derniers avaient alerté le Parlement sur les insuffisances de l'ancien délai, jugé trop court pour permettre aux



consommateurs de détecter tous les défauts potentiels dans les biens acquis.

Les défauts de construction, en particulier dans les biens en copropriété, peuvent apparaître bien après la livraison, en raison de la qualité des matériaux utilisés, de la nature des travaux ou encore des conditions climatiques. Avec l'allongement du délai de prescription, les acheteurs disposent désormais de plus de temps pour engager une action en justice, garantissant ainsi une meilleure protection de leurs droits et une équité accrue dans les relations contractuelles.

## ALUMINIUM DU MAROC / **Chiffre d'Affaires en baisse de 13% à fin juin 2024, impacté par la faible demande à l'export**

**Le chiffre d'affaires (CA) de la société Aluminium du Maroc s'est établi à 518 millions de dirhams (MDH) à fin juin 2024, enregistrant une baisse de 13 % par rapport à la même période en 2023. Cette diminution résulte principalement du repli de la demande à l'export et de la baisse des cours de l'aluminium, selon le communiqué financier de la société.**

Malgré ce contexte difficile, Aluminium du Maroc a accru ses engagements d'investissement, qui ont atteint 16,98 MDH à fin juin 2024, soit une augmentation de 14,69 MDH par rapport à la même période de l'année précédente. Ces investissements ont principalement concerné la mise en service d'une centrale solaire, ainsi que la rénovation et l'extension du réseau commercial de l'entreprise.



En ce qui concerne l'endettement financier net, il s'est légèrement accru pour s'établir à 436,02 MDH à fin juin 2024, en hausse par rapport à fin 2023.

Par ailleurs, le besoin en fonds de

roulement a augmenté, conséquence des réceptions de stocks de matières premières en fin de semestre. Cependant, la société estime que cette situation devrait se stabiliser au cours du second semestre de l'année.



LGV KÉNITRA-MARRAKECH

# China Railway Group décroche le premier lot de travaux de génie civil



**La conception de cette LGV permet d'atteindre une vitesse de 350 km/h, avec une vitesse d'exploitation de 320 km/h, ce qui permettra de relier ces villes majeures avant 2030.**

**Le projet de la ligne à grande vitesse (LGV) Kénitra-Marrakech avance à grands pas avec l'attribution du premier lot de travaux de génie civil.**

Le contrat, qui concerne un tronçon de 63 km, a été remporté par l'entreprise étatique chinoise China Railway Group (CREC 4) pour un montant de 3,4 milliards de dirhams. Cette offre a été retenue pour être la moins-disante conforme.

L'extension de la LGV partira de l'actuelle extrémité à Kénitra pour s'étendre jusqu'à Marrakech, incluant diverses nouvelles gares et installations terminales.

Parmi les infrastructures notables figurent les gares de Marrakech-Palmeraie, Marrakech-Guéliz, ainsi que des connexions avec la ligne classique, et la création de nouveaux ateliers de maintenance à Nouaceur.

Ce projet ambitieux prévoit également

des aménagements complémentaires pour les lignes de desserte métropolitaine, notamment entre Mohammédia-Facultés, Casa-Port et Nouaceur, ainsi que la modification de la ligne classique Nouaceur-Settat.

La conception de cette LGV permet d'atteindre une vitesse de 350 km/h, avec une vitesse d'exploitation de 320 km/h, ce qui permettra de relier ces villes majeures avant 2030.

Le développement de cette infrastructure représente un pas significatif dans l'amélioration du réseau ferroviaire du Royaume, en favorisant des liaisons rapides et efficaces entre les principales villes du Maroc.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts continus pour moderniser et étendre les infrastructures de transport au Maroc, consolidant ainsi le rôle du Royaume en tant que hub régional pour les transports modernes.

COLORADO /

## Bilan du Premier Semestre 2024 en Demi-teinte

**Au premier semestre 2024 (S1 2024), Colorado a enregistré un chiffre d'affaires de 281,7 millions de dirhams (MDH), marquant une baisse de 5,1% par rapport à la même période en 2023.**

Le volume des ventes s'est établi à 26 000 tonnes à fin juin 2024, en recul de 3,2% par rapport aux 26 900 tonnes vendues à la même période l'année précédente, selon le communiqué trimestriel de l'entreprise. Malgré ce repli, la production a progressé, atteignant 25 800 tonnes, soit une hausse de 3,3% comparé à fin juin 2023.

Sur le plan financier, l'endettement net de Colorado s'est réduit à 8,1 MDH à fin juin 2024, contre 12,8 MDH à fin 2023. Cet endettement, principalement constitué de dettes à moyen terme, reste modeste, représentant seulement



2,8% des capitaux propres hors résultat. En termes d'investissements, Colorado a consacré 2,8 MDH au cours de ce premier semestre, principalement pour l'acquisition de matériel, d'outillage, et pour des aménagements de constructions.

## CASABLANCA / Les Espaces Verts Préservés Grâce à la STEP de Médiouna

**En pleine période de sécheresse sévère, Casablanca a trouvé une solution innovante pour maintenir ses espaces verts tout en préservant ses ressources hydriques. Depuis deux semaines, la ville a recours aux eaux usées retraitées par la station d'épuration des eaux usées (STEP) de Médiouna pour arroser ses parcs et jardins, rapporte Al Ahdath Al Maghribia.**

La STEP de Médiouna, qui produit quotidiennement plus de 3.000 mètres cubes d'eau retraitée, est désormais connectée à un réseau de distribution de 31 kilomètres, permettant l'irrigation de près de 200 hectares d'espaces verts, notamment le boulevard Mohammed VI, les parcours de golf d'Anfa et de Mohammedia, la promenade de la mosquée Hassan II, et le parc de la Ligue Arabe.

Cette initiative, lancée alors que l'arrosage des espaces verts avec de l'eau conventionnelle a été suspendu pour économiser les ressources, contribue non seulement à la préservation de l'environnement mais aussi à maintenir la verdure de la ville. La STEP,



inaugurée en 2013 par le Roi Mohammed VI, a été réalisée par la Lydec pour un coût de 141 millions de dirhams.

Un projet d'expansion de la capacité de traitement de la station est en cours, visant à augmenter la production à plus de 7.600 mètres cubes par jour pour répondre à la demande croissante en eaux retraitées dans la région, un besoin particulièrement pressant dans le contexte actuel de stress hydrique.

**SONASID**

## Un Chiffre d'Affaires en baisse de 4% à fin juin 2024



**En termes d'investissements, le groupe a engagé 74 millions de dirhams (MDH) à fin juin 2024, dans le cadre d'un programme budgétaire totalisant 184 MDH pour l'année.**

**Le Groupe Sonasid a enregistré un chiffre d'affaires (CA) consolidé de 2,437 milliards de dirhams (MMDH) à fin juin 2024, marquant une baisse de 4 % par rapport à la même période en 2023. Cette contraction s'explique par une augmentation significative des exportations chinoises depuis l'année dernière, dans un contexte de surcapacité et de ralentissement de la demande en Chine, exerçant une pression baissière sur les prix de l'acier à l'échelle internationale, selon le communiqué de Sonasid sur ses indicateurs trimestriels.**

Au cours du premier semestre 2024, Sonasid a réalisé un CA social de 2,386 MMDH, également en recul de 4 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

En termes d'investissements, le groupe a engagé 74 millions de dirhams (MDH) à fin juin 2024, dans le cadre d'un programme budgétaire totalisant 184 MDH

pour l'année. Parmi ces investissements, Sonasid a lancé la construction d'une unité de production de fil précontraint, dont la commercialisation est prévue pour la fin de l'année 2024, soulignant ainsi le fort potentiel de ce nouveau produit.

Concernant les excédents de trésorerie, ils s'élèvent à 532 MDH à fin juin, suivant une tendance baissière. Cette réduction est le résultat d'une stratégie visant à réinvestir les excédents disponibles dans des projets industriels créateurs de valeur.

Pour l'avenir, Sonasid réaffirme son engagement en faveur d'un modèle économique durable, en exploitant de nouvelles opportunités de croissance à travers le lancement de produits et services innovants. Le groupe entend également renforcer son leadership régional dans la production d'aciers à faible empreinte carbone, alignant ainsi ses actions sur les enjeux environnementaux actuels.

# Gims lance son projet immobilier de luxe « Sunset Village Private Residences »



**L'artiste congolais Gims, célèbre pour ses succès musicaux, se lance dans l'immobilier de luxe à Marrakech avec son projet ambitieux baptisé « Sunset Village Private Residences ».**

Après avoir obtenu toutes les autorisations légales nécessaires, Gims a dévoilé début juin son projet en partenariat avec Horizon Development, une initiative qui va transformer la route d'Amizmiz, à seulement dix minutes du centre-ville de Marrakech.

Ce projet immobilier d'envergure consiste en la construction de 118 villas de luxe sur un site de 13 hectares, avec un investissement total d'un milliard de dirhams.

Chaque villa sera érigée sur une surface variant entre 400 et 1 200 mètres carrés, offrant des espaces exclusifs et personnalisés pour une clientèle exigeante.

Les prix de ces résidences privées oscilleront entre 5 et 10 millions de dirhams, soit l'équivalent de 500 000 à 1 000 000 euros. La livraison des cent premières villas est prévue d'ici 2026, un calendrier qui témoigne de l'ambition et de la rigueur du projet.

C'est le cabinet d'architecture Line Ar-

chitects qui est chargé de la conception et de la gestion de ce projet.

Les experts du secteur anticipent déjà un succès retentissant, soulignant la forte demande pour ce type de biens immobiliers à Marrakech, ville prisée pour son dynamisme et son attractivité internationale.

Lors de la présentation de « Sunset Village Private Residences », Gims a exprimé sa profonde affection pour Marrakech, une ville qu'il considère comme son « sanctuaire » depuis sa première visite en 2009.

« Ce projet est ma manière de rendre à une ville qui m'a tant donné », a déclaré l'artiste, reconnaissant l'amitié et le soutien de SM le Roi Mohammed VI et du peuple marocain.

À travers ce projet, Gims contribue à la croissance continue de Marrakech, renforçant ainsi son statut de destination de luxe incontournable.

En combinant design innovant, emplacement stratégique, et un marché immobilier en pleine expansion, « Sunset Village Private Residences » s'annonce comme l'un des projets immobiliers les plus emblématiques de la région, promettant de redéfinir les standards du luxe à Marrakech.



**Lors de la présentation de « Sunset Village Private Residences », Gims a exprimé sa profonde affection pour Marrakech, une ville qu'il considère comme son « sanctuaire » depuis sa première visite en 2009.**

HONGRIE

# La construction de l'usine BMW confiée à l'entreprise turque Togg



**L'entreprise turque Togg, qui a construit l'usine de la marque automobile nationale turque à Bursa, s'est vue confier la construction de l'usine que le géant mondial BMW établira en Hongrie, grâce à la référence de ce projet.**

Başar Arioğlu, président de Yapı Merkezi İnşaat ve Sanayi AŞ, a expliqué au correspondant d'AA le processus allant de la construction de l'usine Togg à Bursa à celle de l'usine en Hongrie. Déclarant qu'en tant qu'entreprise, ils ont remporté l'appel d'offres pour l'usine où sera produit Togg avec une offre solide, Arioğlu a rappelé que l'usine de Gemlik avait commencé la production avec un travail intensif.

Soulignant que ce travail constitue une référence importante pour eux, Arioğlu a déclaré avoir participé à l'appel d'offres pour la construction de l'usine que BMW, l'un des principaux constructeurs automobiles mondiaux, établira en Hongrie. Déclarant avoir invité des responsables

de BMW à visiter l'usine Togg en juillet 2022, Arioğlu a déclaré :

« Les responsables de BMW, qui ont vu le chantier de construction de l'usine Togg, ont constaté que Yapı Merkezi atteindrait facilement leurs objectifs en termes de qualité et de rapidité, et nous ont choisis comme entrepreneur du 'Projet d'usine de voitures électriques BMW Debrecen', auquel de nombreux groupes, principalement européens, ont participé. Ainsi, grâce à la référence de Togg, la fierté de notre Turquie, nous visons à achever la construction de l'usine BMW en Hongrie, pour laquelle nous avons remporté l'appel d'offres, d'ici la fin de cette année et à démarrer la production en Hongrie en 2025. »

« Avec ce projet, nous aidons la Hongrie à acquérir une position forte sur le marché européen de la production de voitures électriques. » Arioğlu a expliqué qu'une entreprise turque qui entreprend de tels projets et les mène à bien sera une référence sur la scène internationale, permettant au nom du sous-trai-

tant turc de se faire connaître. Arioğlu a souligné que ce projet se reflétera également dans les travaux futurs et a fait l'évaluation suivante :

« Le fait que Yapı Merkezi entreprenne la construction de l'usine de notre marque automobile locale et nationale Togg, puis de l'usine automobile de BMW, l'un des principaux constructeurs automobiles de renommée mondiale, est d'une grande importance en termes de recherche d'opportunités d'affaires avec des investisseurs similaires. Dans ce contexte, outre BMW, nous sommes en contact étroit depuis un certain temps avec les 4 grandes entreprises de renommée mondiale concernant les investissements à réaliser par le constructeur automobile. Un autre aspect important du projet en Hongrie est que ce projet se poursuivra en Europe après les projets en Slovénie, conformément à l'itinéraire tracé par mon père, feu Ersin Arioğlu. » Arioğlu a déclaré que ce projet apporterait une grande contribution au développement économique de la Hongrie dans le cadre de l'accord d'amitié hungaro-turc, dont le 100e anniversaire est célébré, et a exprimé sa satisfaction et sa fierté en tant qu'entreprise turque.

Koray Karahasanoğlu, directeur du projet hongrois de Yapı Merkezi, a expliqué qu'ils se sont concentrés sur d'autres facteurs plutôt que sur le prix et ont effectué un travail déterminé pour obte-

nir le projet. Soulignant qu'ils ont joué un rôle important dans la construction de l'usine automobile BMW, qui est l'un des projets d'investissement les plus importants du pays, Karahasanoğlu a déclaré que ce projet est la porte de l'Europe pour leur entreprise.

Karahasanoğlu a également évoqué les difficultés rencontrées lors du processus de construction et a déclaré :

« L'une des difficultés rencontrées dans le projet concerne les ressources humaines. Comme il est difficile de trouver des travailleurs pour la construction en Hongrie, nous avons dû faire appel à des travailleurs des pays voisins comme la Roumanie, l'Ukraine et les Philippines. Nous travaillons également avec des sous-traitants turcs, roumains et hongrois, qui jouent un rôle important dans la construction du projet. Il est important pour l'économie turque que de nombreux matériaux de construction coûteux, tels que les éléments préfabriqués et l'acier, soient produits en Turquie et exportés vers la Hongrie pour créer de la valeur ajoutée pour notre pays. »

Karahasanoğlu a déclaré qu'ils ont planifié leur travail en conséquence depuis le premier jour, conscients que le projet BMW constitue une première étape appropriée et importante pour le développement de l'industrie de la construction hongroise.



**Koray Karahasanoğlu, directeur du projet hongrois de Yapı Merkezi, a expliqué qu'ils se sont concentrés sur d'autres facteurs plutôt que sur le prix et ont effectué un travail déterminé pour obtenir le projet.**



# La Corée du Nord et la Russie s'accordent sur la construction d'un pont routier, nouvel élan pour le BTP



La Corée du Nord et la Russie ont récemment convenu de construire un pont routier sur la rivière Tumen, qui marque leur frontière longue de 17 km. Cet accord a été conclu lors de la visite du président russe Vladimir Poutine à Pyongyang le 19 juin, selon un rapport de Radio Free Asia (RFA).

  
L'idée d'un pont routier est un élément récurrent dans les relations russo-coréennes. Des discussions sur la construction d'un pont russe, avec la participation éventuelle d'entreprises sud-coréennes, avaient eu lieu en 2015.

Actuellement, la connexion terrestre entre la Corée du Nord et la Russie est limitée à un seul pont ferroviaire. La construction de ce nouveau pont routier devrait donc considérablement accroître les échanges commerciaux et touristiques une fois qu'il sera relié à un réseau routier plus large.

RFA souligne qu'un précédent pont routier similaire, le Nouveau Yalu, construit entre la Corée du Nord et la Chine il y a environ 10 ans, n'a pas encore été ouvert faute de routes nord-coréennes pour le desservir.

Ainsi, tout le trafic entre les deux pays continue de passer par le pont de l'Amitié sino-coréenne, achevé en 1943.

L'idée d'un pont routier est un élément récurrent dans les relations russo-coréennes. Des discussions sur la construction d'un pont russe, avec la participation éventuelle d'entreprises sud-coréennes, avaient eu lieu en 2015. Cependant, elles ont été interrompues en 2016 après que la Corée du Nord a effectué son quatrième essai nucléaire.

Ces discussions ont repris en 2019 entre Alexander Kozlov, ministre russe du Développement de l'Extrême-Orient, et Kim Young-Jae, ministre nord-coréen des Relations économiques extérieures, mais elles n'ont finalement pas abouti.

Toutefois, avec l'émergence de la Corée du Nord comme allié de la Russie et important fournisseur de munitions pour l'armée russe, il est plus probable que le projet se concrétise cette fois-ci.

Choi Eun-ju, chercheur à l'Institut Sejong en Corée du Sud, a déclaré au service coréen de RFA que même si la guerre en Ukraine prenait fin et que la Russie avait moins de motivation à s'engager avec Pyongyang, les deux pays resteraient probablement proches à long terme.

## Impact économique et développement du secteur BTP

Ce projet de construction représente une opportunité majeure pour le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) en Russie et en Corée du Nord.

La construction du pont nécessitera des compétences techniques avancées, des matériaux de construction en grande quantité, et une main-d'œuvre qualifiée, stimulant ainsi l'activité économique dans les deux pays.

Pour la Corée du Nord, l'amélioration des infrastructures routières pourrait ouvrir de nouvelles voies pour le commerce et le tourisme, contribuant potentiellement à une diversification économique nécessaire.

Pour la Russie, le pont pourrait renforcer les relations économiques et géopolitiques avec Pyongyang, en facilitant le transport de marchandises et de personnes.

De plus, la participation éventuelle de partenaires internationaux dans ce projet pourrait apporter des technologies et des méthodes de construction modernes, accélérant le développement des infrastructures dans la région.

La construction de ce pont routier entre la Corée du Nord et la Russie pourrait marquer le début d'une nouvelle ère de coopération et de développement dans la région, avec des répercussions significatives pour le secteur du BTP.

## Effondrement mortel sur un chantier près de Lausanne

Un accident survenu vendredi matin sur un chantier à Prilly (canton de Vaud), dans la banlieue de Lausanne, a fait au moins deux morts et plusieurs blessés.

Selon le site d'information RTS, un monte-charge s'est effondré depuis le treizième étage d'un bâtiment en construction, entraînant la chute d'une section entière de la structure.

Les premiers rapports font état d'au moins deux décès et de plusieurs blessés, dont quatre dans un état grave.

L'incident a provoqué la chute d'une partie de la structure, haute d'environ 80 mètres, alors que deux ouvriers se trouvaient à l'intérieur.

Le bilan préliminaire fourni par la police cantonale à la mi-journée fait état de deux morts, de quatre blessés



graves, et de cinq autres blessés. Plusieurs ouvriers sont encore portés disparus.

Les services d'urgence poursuivent leurs opérations sur place, assistés par un hélicoptère.

## STRESS HYDRIQUE / Les dirigeants d'Asie centrale appellent à une politique unifiée

Les dirigeants d'Asie centrale ont plaidé, vendredi lors d'un sommet au Kazakhstan, pour la mise en place d'une politique unifiée de l'eau dans cette région sensible au changement climatique.

« Il est nécessaire de développer une nouvelle politique de l'eau, basée sur une utilisation égale et équitable de l'eau et sur le strict respect des obligations mutuelles », rapporte le cabinet du président kazakh, Kassym-Jomart Tokaïev, hôte du sommet.

Le président kirghiz, Sadyr Japarov, a appelé à créer un « mécanisme économique mutuellement bénéfique pour la coopération en matière d'eau et d'énergie dans les pays d'Asie centrale, compte tenu des ressources en eau limitées et de leur importance pour l'ensemble de la région ».

De son côté, le dirigeant ouzbek, Chavkat Mirziyoyev, a insisté sur la nécessité d'adopter une « stratégie régionale pour l'utilisation rationnelle des ressources en eau des fleuves transfrontaliers ».

Les coupures d'eau sont régulières dans les cinq ex-républiques soviétiques centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) recouvertes à 80% par des déserts et des steppes.

Le partage des eaux en Asie centrale hérité de l'époque soviétique est fragile, tandis que le Kirghizstan et le Tadjikistan se sont affrontés à de nombreuses reprises pour le contrôle de ressources hydriques.



Le volume d'eau des deux principaux fleuves d'Asie centrale, l'Amou-Daria et le Syr-Daria, devrait continuer à baisser dans les années à venir, selon les experts.

Par ailleurs, le manque de ressources hydriques dû au réchauffement climatique est aggravé par un important gaspillage en raison d'infrastructures vétustes.

Après trois décennies de tensions régulières, les Etats centrasiatiques tentent désormais de coordonner leurs efforts dans plusieurs domaines, notamment la gestion de l'eau, dont les besoins augmentent pour l'agriculture et l'énergie dans cette région d'environ 80 millions d'habitants.

FRANCE

# Les Journées Nationales de l'Architecture du 18 au 20 octobre 2024



Les Journées Nationales de l'Architecture ne se contentent pas de célébrer l'architecture ; elles ont pour mission de sensibiliser tous les publics à l'importance de l'architecture dans notre quotidien. En effet, au-delà de l'esthétique, l'architecture façonne nos villes, influence notre bien-être et participe activement à la lutte contre le changement climatique.



Les Journées Nationales de l'Architecture, événement incontournable pour les passionnés d'architecture, reviennent pour leur 9<sup>e</sup> édition du 18 au 20 octobre 2024. Cette année, le thème « Nouvelles vies des bâtiments et nouvelles pratiques de l'architecture » promet de captiver l'attention des visiteurs en mettant en lumière les transformations contemporaines du patrimoine architectural.

Sous l'égide du Ministère de la Culture, l'Ordre des architectes d'Île-de-France, en collaboration avec la Maison de l'architecture Île-de-France, a prévu un programme riche et varié pour ces journées. Les participants pourront ainsi découvrir des balades architecturales, des expositions, et des animations organisées aux Récollets ainsi que dans divers lieux emblématiques de la région francilienne.

Les balades architecturales permettront au public de s'immerger dans des projets de réhabilitation innovants et de comprendre comment l'architecture s'adapte aux nouvelles exigences environnementales et sociales. Ces visites guidées seront l'occasion d'explorer des quartiers en mutation et de découvrir des bâtiments réinventés, témoi-

gnages vivants de l'évolution des pratiques architecturales.

Les Journées Nationales de l'Architecture ne se contentent pas de célébrer l'architecture ; elles ont pour mission de sensibiliser tous les publics à l'importance de l'architecture dans notre quotidien. En effet, au-delà de l'esthétique, l'architecture façonne nos villes, influence notre bien-être et participe activement à la lutte contre le changement climatique.

Le thème de cette 9<sup>e</sup> édition, « Nouvelles vies des bâtiments et nouvelles pratiques de l'architecture », invite à réfléchir sur la manière dont l'architecture contemporaine peut répondre aux défis actuels tout en réinventant le patrimoine existant. En mettant en avant des projets novateurs et des pratiques durables, l'événement vise à inspirer tant les professionnels du secteur que le grand public.

Ces Journées Nationales de l'Architecture 2024 offrent une opportunité unique de redécouvrir l'architecture sous un nouveau jour. Que vous soyez passionné d'architecture ou simplement curieux, ne manquez pas cet événement qui s'annonce riche en découvertes et en réflexions sur l'avenir de nos villes et de nos bâtiments.

## DUBAÏ / **Le 10e Sommet mondial de l'économie verte, une plateforme pour l'action mondiale en faveur de la durabilité**

Le 10e Sommet mondial de l'économie verte (WGES) se tiendra du 2 au 3 octobre prochain au Dubaï World Trade Centre, réunissant des experts et décideurs mondiaux pour discuter des moyens de concilier développement économique et durabilité environnementale. Cet événement, présidé par Saeed Mohammed Al Tayer, s'inscrit sous le thème « Empowering Global Action : Libérer les opportunités et faire avancer le progrès ».



Le WGES se distingue par sa capacité à réunir un large éventail d'acteurs des domaines de l'énergie, de l'économie, du climat et de la finance verte. En tant que plateforme pionnière, le sommet offre aux participants l'opportunité de partager des idées novatrices et de collaborer sur des solutions concrètes

pour relever les défis mondiaux liés au changement climatique et à la transition énergétique.

Le programme du 10e WGES comprend une série d'ateliers thématiques portant sur des sujets clés tels que la décarbonisation, les avancées en matière d'énergie propre, y compris l'hydrogène vert et le stockage de l'énergie, ainsi que le financement du climat. D'autres thèmes essentiels comme l'économie circulaire, l'utilisation des technologies pour lutter contre le changement climatique, et les liens entre jeunesse, alimentation, eau, et changement climatique seront également abordés.

Le 10e Sommet mondial de l'économie verte à Dubaï est un événement phare pour les acteurs engagés dans la transition vers une économie durable. En réunissant des leaders d'opinion et des experts de renommée internationale, ce sommet vise à catalyser des actions globales pour un avenir plus vert et résilient.

## PAYS-BAS / **MAMMOET DÉVOILE LA GRUE TERRESTRE LA PLUS PUISSANTE AU MONDE, LE SK6000**

Le spécialiste néerlandais du levage lourd, Mammoet, a récemment présenté le SK6000, une grue révolutionnaire d'une capacité de 6 000 tonnes, considérée comme l'engin de levage terrestre le plus puissant jamais conçu. Cette grue à commande électrique est destinée à faciliter et accélérer l'exécution de grands projets d'infrastructure.

Le SK6000 se distingue par l'utilisation de jusqu'à 4 200 tonnes de ballast et une pression au sol maximale de 30 tonnes par mètre carré. Malgré sa taille imposante, elle est transportable dans des conteneurs maritimes, ce qui permet son déploiement partout dans le monde, y compris sur des projets tels que les centrales nucléaires et les parcs éoliens où l'installation de turbines de plus en plus grandes est devenue la norme. La grue est capable de soulever des charges allant jusqu'à 3 000 tonnes à une hauteur impressionnante de 220 mètres.

La tendance actuelle à la conception modulaire des projets de construction, qui permet un assemblage plus efficace sur site, bénéficie également des capacités du SK6000, en augmentant le poids des modules pouvant être développés.

Gavin Kerr, directeur des services mondiaux chez Mammoet, a salué cette prouesse technologique en déclarant



« Cette grue est un véritable exploit d'ingénierie, avec un calendrier de production impressionnant. Des centaines de collègues ont participé à son développement à travers l'entreprise. »

Kerr a ajouté : « Il y a très peu d'entreprises dans le monde – voire aucune – capables de réaliser une grue de cette envergure, et nous sommes extrêmement fiers d'y être parvenus. »

Actuellement en phase de test dans l'usine de Mammoet à Westdorpe, aux Pays-Bas, le SK6000 est prêt à être déployé sur son premier projet plus tard cette année.

# Moins de 5% des prêts bancaires dans les marchés émergents pour le climat, selon la Banque mondiale



Le rapport met en évidence l'impact significatif que le changement climatique pourrait avoir sur les perspectives économiques et les résultats de développement dans les marchés émergents et les économies en développement (EMDE).



**Les investissements climatiques dans les marchés émergents représentent moins de 5% des portefeuilles cumulés des banques, selon un récent rapport de la Banque mondiale. Ce constat alarmant souligne l'insuffisance des financements pour les initiatives climatiques dans les pays en développement, où les banques dominent le secteur financier. La Banque mondiale appelle donc les institutions financières à intensifier leur soutien aux projets sobres en carbone et résilients face au changement climatique.**

Le rapport met en évidence l'impact significatif que le changement climatique pourrait avoir sur les perspectives économiques et les résultats de développement dans les marchés émergents et les économies en développement (EMDE). Pour atténuer ces effets, il est crucial de mobiliser des investissements bien plus importants que ceux actuellement alloués à la lutte contre le changement climatique dans ces régions.

Axel van Trotsenburg, directeur général senior de la Banque mondiale chargé des politiques de développement et des partenariats, souligne les importants déficits de financement auxquels font face les EMDE pour les investissements climatiques. Il plaide pour une intensification des actions climatiques, en mettant l'accent sur la mobilisation des investissements privés pour combler ces déficits.

Pour accroître le volume des « prêts climatiques », le rapport recommande de mettre en place des taxonomies vertes et durables. Ce

système de classification permettrait de mieux identifier les activités et investissements qui contribuent aux objectifs environnementaux, facilitant ainsi l'orientation des financements vers des projets verts.

Le rapport révèle une disparité importante entre les EMDE et les économies avancées en matière de financement climatique. Alors que les investissements climatiques représentent 10% des portefeuilles dans les EMDE, ce chiffre atteint 76% dans les économies avancées. Cette différence souligne l'urgence de renforcer les mécanismes de financement dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Le rapport « Finance et Prospérité 2024 », premier d'une série annuelle, analyse les vulnérabilités du secteur financier dans les EMDE et propose des recommandations pour renforcer la résilience financière face aux défis climatiques. Parmi ces recommandations figurent l'accroissement des réserves des banques, l'amélioration de l'efficacité des filets de sécurité financière, la réalisation de tests de résistance, et la mise en place d'outils essentiels pour soutenir les investissements climatiques. L'insuffisance des prêts bancaires dédiés aux investissements climatiques dans les marchés émergents représente un défi majeur pour le développement durable. Le rapport de la Banque mondiale appelle à une mobilisation accrue des ressources, tant publiques que privées, pour répondre aux besoins croissants en matière de financement climatique et soutenir la transition vers une économie plus verte et résiliente dans ces régions.



## Travaux de Construction

- Travaux de fouilles à l'air libre
- Travaux courants en béton armé - maçonnerie pour bâtiment
- Travaux d'aménagement et de réhabilitation des unités industriel
- Travaux de construction des réservoirs courants en béton armé.
- Dallage Industriel



## Divers

- Travaux de réparation et de confortement de structures des ouvrages d'art.
- Travaux d'installation des équipements de traitement.
- Travaux d'étanchéité de haute technicité.
- Travaux courants d'isolation thermique.
- Travaux Peinture générale de bâtiment.



# ECATRA

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION  
GENIE CIVIL ET TRAVAUX SPECIAUX

## Assainissement

- Travaux courants de réseaux d'assainissement et ouvrages annexes.
- Travaux complexes d'assainissement, ovoïdes et galerie.
- Canaux d'irrigation et d'évacuation des eaux pluviales.
- Travaux de Réalisation des stations d'épuration STEP.
- Travaux d'installation des équipements.



## Eau Potable

- Travaux de pose des Réseaux de conduites sous pression.
- Travaux d'installation des équipements.
- Travaux de Réalisation des ouvrages annexes.



## Travaux routiers & voirie urbaine

- Travaux de terrassements routiers courants et spéciaux
- Ouvrages d'assainissement routiers et traitement de l'environnement
- Travaux d'Assises non traitées et enduits superficiels
- Travaux d'Assises traitées et enrobés à chaud
- Travaux de Réalisation des Chaussées en béton
- Travaux de dallage et bétonnage de la voirie urbaine



**VOTRE PARTENAIRE  
CONSTRUCTEUR  
ECARTA**



Bd de la résistance 📍  
Rés AFA 2eme étage N°24  
Casablanca

Tél/Fax: 05 22 31 53 31 📞  
GSM : 06 61 55 02 08

ouhadouch2006@gmail.com 📧

**DOSSIER**

**DIFFÉRENCE ENTRE STRESS  
HYDRIQUE ET SÉCHERESSE**

**DEUX CONCEPTS  
SOUVENT CONFONDUS**





**Le stress hydrique, quant à lui, se réfère à un problème plus global et structurel. Il survient lorsque la demande en eau dépasse les ressources disponibles dans une région donnée, et cela sur une longue période.**

**Dans le cadre des discussions sur le changement climatique et la gestion des ressources en eau, les termes stress hydrique et sécheresse sont souvent utilisés de manière interchangeable. Pourtant, ces deux concepts, bien que liés, renvoient à des réalités distinctes.**

### **Sécheresse : un phénomène naturel temporaire**

La sécheresse est un phénomène climatique qui se caractérise par une absence prolongée de précipitations. Elle est considérée comme une anomalie météorologique qui peut durer plusieurs semaines, mois, voire années. La sécheresse affecte temporairement la disponibilité en eau dans une région et se manifeste par des sols secs, des cours d'eau à sec et une diminution des réserves d'eau souterraines. Ses impacts sont souvent visibles et affectent directement l'agriculture, l'environnement et les ressources en eau.

### **Il existe plusieurs types de sécheresses :**

- Sécheresse météorologique : Période inhabituellement sèche par rapport à la

moyenne historique des précipitations.

- Sécheresse agricole : Manque d'eau qui affecte les cultures, souvent à cause d'une sécheresse météorologique.

- Sécheresse hydrologique : Baisse des niveaux des rivières, des lacs et des nappes phréatiques.

### **Stress hydrique : un défi structurel et persistant**

Le stress hydrique, quant à lui, se réfère à un problème plus global et structurel. Il survient lorsque la demande en eau dépasse les ressources disponibles dans une région donnée, et cela sur une longue période. Contrairement à la sécheresse, le stress hydrique n'est pas nécessairement lié à un manque de précipitations ; il est souvent provoqué par une surconsommation d'eau ou une mauvaise gestion des ressources.

Ce phénomène peut être exacerbé par des facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation, l'agriculture intensive et le changement climatique. Le stress hydrique se mesure par le ratio entre l'eau utilisée et l'eau disponible. Lorsque ce ratio dépasse un certain seuil, on considère que la région souffre de stress hydrique.





### Différences principales

- Durée : La sécheresse est un phénomène temporaire, tandis que le stress hydrique est souvent un problème structurel et permanent.
- Origine : La sécheresse est avant tout un phénomène météorologique lié aux précipitations. Le stress hydrique est davantage lié à la gestion des ressources, à la demande en eau et aux infrastructures disponibles.
- Impact : La sécheresse a un impact immédiat sur les cultures et l'environnement, mais les effets disparaissent généralement avec le retour des précipitations. Le stress hydrique, en revanche, peut persister et avoir des effets durables sur la disponibilité en eau, l'agriculture, l'industrie et la population.

### Interconnexion des deux phénomènes

Bien que distincts, ces deux phénomènes peuvent être liés. Une région en stress hydrique souffrira encore plus lors d'une sécheresse, car la faible disponibilité en eau est aggravée par l'absence de précipitations. De plus, une gestion inadéquate des ressources

en eau lors de périodes normales peut intensifier le stress hydrique, rendant les populations plus vulnérables aux sécheresses.

### Solutions pour atténuer ces phénomènes

Pour faire face à ces deux défis, il est crucial de mettre en place des politiques de gestion durable de l'eau :

- Amélioration des infrastructures hydrauliques pour réduire les pertes d'eau.
- Réduction de la demande par des politiques d'économie d'eau dans l'agriculture, l'industrie et les ménages.
- Promotion des pratiques agricoles durables pour mieux résister aux sécheresses.
- Développement de technologies innovantes comme la réutilisation des eaux usées et la désalinisation.

Bien que la sécheresse et le stress hydrique soient souvent confondus, ils désignent des réalités bien différentes. La sécheresse est un phénomène temporaire et naturel, tandis que le stress hydrique est un problème de gestion des ressources qui peut perdurer si des mesures adaptées ne sont pas prises.



**Ce phénomène peut être exacerbé par des facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation, l'agriculture intensive et le changement climatique. Le stress hydrique se mesure par le ratio entre l'eau utilisée et l'eau disponible.**

LE MAROC FACE AU DÉFI DU STRESS HYDRIQUE

# Une situation alarmante

**Le stress hydrique représente une menace majeure pour l'avenir du Maroc, tant sur le plan environnemental que socio-économique. Alors que la pression sur les ressources en eau continue d'augmenter, il est essentiel que le pays adopte des mesures intégrées et durables pour assurer un accès équitable à l'eau. Des efforts concertés entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile sont indispensables pour relever ce défi et garantir un avenir résilient face aux pénuries d'eau.**

## Les causes du stress hydrique au Maroc

Le changement climatique joue un rôle central dans l'aggravation du stress hydrique. L'augmentation des températures, combinée à la variabilité des

précipitations, a entraîné des sécheresses plus fréquentes et prolongées dans de nombreuses régions du Maroc. Ces conditions météorologiques extrêmes perturbent les cycles naturels de l'eau, réduisant la disponibilité des ressources hydriques.

De plus, la croissance démographique exerce une pression supplémentaire sur les ressources en eau. La demande en eau, aussi bien pour les usages domestiques que pour l'agriculture et l'industrie, continue de croître à mesure que la population augmente, exacerbant ainsi les pénuries.

La pollution des sources d'eau est également une cause majeure de stress hydrique. L'utilisation excessive de pesticides, les rejets industriels non traités, ainsi que le manque d'assainissement dans certaines régions contaminent les nappes phréatiques et les cours d'eau, rendant l'eau inutilisable





pour la consommation.

Enfin, une gestion inefficace des ressources en eau et une planification insuffisante contribuent à la gravité de la situation. Les infrastructures vieillissantes, l'irrigation inefficace et la sur-exploitation des aquifères exacerbent le problème, particulièrement dans les régions les plus arides du pays.

### **Conséquences sur l'économie et la société marocaine**

Le stress hydrique a des conséquences dramatiques, notamment sur l'agriculture, un secteur clé de l'économie marocaine. Les faibles précipitations réduisent les rendements des cultures, entraînant des pénuries alimentaires et des pertes économiques considérables pour les agriculteurs. Cette situation menace directement la sécurité alimentaire du pays, avec des répercussions sur les prix et l'accès à la nourriture.

Les problèmes de santé découlent également de cette pénurie. L'accès limité à l'eau potable, notamment dans les zones rurales, expose les populations à des maladies hydriques, mettant en danger des milliers de Marocains. Le manque d'eau potable propre accentue les inégalités sociales, en particulier parmi les communautés les plus vulnérables.

De plus, le stress hydrique peut provoquer des conflits entre régions, voire

entre pays, pour l'accès aux ressources en eau. Le Maroc, tout en étant en situation de coopération avec ses voisins, doit constamment surveiller l'équilibre de ses ressources hydriques partagées avec des pays voisins comme l'Algérie et la Mauritanie.

### **Des solutions pour un avenir durable**

Face à ce défi, le Maroc a déjà pris certaines mesures pour atténuer les effets du stress hydrique. Une gestion durable des ressources en eau est cruciale pour éviter des crises futures. Cela passe par la protection des aquifères, la modernisation des systèmes d'irrigation et une planification plus rigoureuse de l'utilisation de l'eau.

Des technologies de conservation, comme la collecte des eaux de pluie ou encore les systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, sont de plus en plus adoptées dans certaines régions. Ces solutions permettent de maximiser l'utilisation des ressources disponibles tout en réduisant les pertes d'eau.

La sensibilisation des communautés à la gestion durable de l'eau est également essentielle. Des campagnes d'éducation sur la conservation de l'eau et la promotion de pratiques durables à travers les médias et les écoles sont des outils efficaces pour mobiliser la population.



**Des technologies de conservation, comme la collecte des eaux de pluie ou encore les systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, sont de plus en plus adoptées dans certaines régions.**

L'EAU ET LE STRESS HYDRIQUE AU MAROC

# Un enjeu national au cœur des discours Royales



**Conscient des menaces que cette situation fait peser sur le développement économique, la sécurité alimentaire, et la stabilité sociale du Royaume, le Souverain a insisté sur l'urgence d'adopter des stratégies intégrées pour garantir un accès équitable à l'eau et préserver l'environnement.**

Dans ses récents discours, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a souligné à plusieurs reprises l'importance cruciale de la gestion des ressources en eau au Maroc, un pays confronté à des défis majeurs liés au stress hydrique et à la raréfaction de cette ressource vitale. Conscient des menaces que cette situation fait peser sur le développement économique, la sécurité alimentaire, et la stabilité sociale du Royaume, le Souverain a insisté sur l'urgence d'adopter des stratégies intégrées pour garantir un accès équitable à l'eau et préserver l'environnement. Les extraits suivants, tirés de ses interventions, témoignent de cet engagement royal en faveur d'une gestion durable et rationnelle de l'eau, tout en appelant à une solidarité internationale pour soutenir les efforts d'adaptation aux changements climatiques.

Voilà quelques passages dans les discours royaux ou SM le Roi a mis l'accent sur ce sujet très important :

## Extrait 1 : Discours du Trône du 30 juillet 2022

«Face à la rareté croissante des ressources

en eau et à la sécheresse persistante, nous avons œuvré à la mise en place d'une stratégie intégrée pour la gestion de l'eau. Cette stratégie vise à garantir un accès équitable à cette ressource vitale, tout en adoptant des mesures urgentes pour répondre aux besoins des secteurs économique, agricole et social. Nous devons agir ensemble pour préserver ce précieux patrimoine, car l'eau est la clé de notre développement et de notre survie.»\*

## Extrait 2 : Discours à l'ouverture de la session parlementaire, octobre 2022

«La gestion rationnelle et durable des ressources en eau est aujourd'hui une priorité nationale. Nous devons faire face aux défis posés par le stress hydrique, qui menace notre sécurité alimentaire, nos écosystèmes et notre stabilité économique. Le Maroc, conscient de ces enjeux, s'engage à adopter une politique de gestion intégrée des ressources en eau, tout en renforçant les infrastructures hydrauliques et en promouvant les techniques d'irrigation économes en eau.»

## Extrait 3 : Message adressé à la COP22 sur le climat, novembre 2016

«Le changement climatique exacerbe les problèmes liés à l'eau, notamment le stress hydrique, qui affecte particulièrement les pays arides et semi-arides comme le Maroc. Il est impératif de mettre en œuvre des solutions innovantes pour assurer une gestion durable de cette ressource, essentielle à notre développement. Nous appelons également à une solidarité internationale pour soutenir les pays les plus vulnérables dans leurs efforts d'adaptation à ces défis.» Ces passages illustrent l'engagement constant du roi Mohammed VI dans la lutte contre les problèmes liés à l'eau et au stress hydrique, en mettant en avant la nécessité d'une gestion durable et responsable des ressources hydriques du pays.



STRESS HYDRIQUE

# 5 solutions pour surmonter la crise d'eau au Maroc

**Le Maroc, étant un pays semi-aride, fait face à une diminution inquiétante des réserves d'eau, avec un stress hydrique qui affecte fortement l'agriculture, l'industrie et l'approvisionnement en eau potable.**

**Pour surmonter ce problème, plusieurs solutions sont proposées :**

**1. Augmentation des infrastructures de stockage d'eau :** Le renforcement des barrages existants et la construction de nouveaux barrages sont souvent mentionnés comme des solutions pour améliorer la gestion des ressources en eau.

**2. Dessalement de l'eau de mer :** Le développement des usines de dessalement est une priorité pour compenser le manque d'eau douce, notamment dans les régions côtières. La station de dessalement à Agadir est souvent citée comme un modèle.

**3. Réutilisation des eaux usées :** Le traitement et la réutilisation des eaux usées pour l'agriculture et l'industrie sont des mesures encouragées pour réduire la pression sur les ressources en eau potable.

**4. Modernisation de l'agriculture :** L'irrigation goutte à goutte et d'autres techniques économes en eau sont promues pour diminuer la consommation d'eau dans le secteur agricole.

**5. Sensibilisation et réglementation :** La sensibilisation des citoyens et des industries sur l'importance de l'économie d'eau, ainsi que la mise en place de réglementations plus strictes pour l'utilisation de l'eau, sont des axes majeurs des politiques proposées.

Ces mesures, bien que nécessaires, nécessitent une coordination efficace entre les différentes parties prenantes pour être mises en œuvre de manière optimale.



**Le renforcement des barrages existants et la construction de nouveaux barrages sont souvent mentionnés comme des solutions pour améliorer la gestion des ressources en eau.**



COMMENT LE MAROC FAIT FACE AU STRESS HYDRIQUE

# Stratégies et initiatives clés

**Le Maroc, pays aux ressources en eau limitées, fait face à un défi majeur : le stress hydrique. Cette situation est exacerbée par la croissance démographique, l'urbanisation rapide, les effets du changement climatique et la demande croissante en eau pour l'agriculture, l'industrie et les ménages. Pour y faire face, le Royaume a mis en place un ensemble de stratégies et d'initiatives visant à gérer durablement ses ressources en eau.**

## Construction et gestion des barrages

Depuis les années 1960, le Maroc s'est engagé dans une politique ambitieuse de construction de barrages pour faire face aux pénuries d'eau. Ces infrastructures permettent de stocker l'eau des précipitations, de réguler les cours d'eau et d'approvisionner en eau potable les zones urbaines et rurales. Avec plus de 149 barrages en service, le Royaume a pu constituer une réserve stratégique pour assurer l'approvisionnement en eau durant les périodes de sécheresse. Le barrage M'dez, actuellement en phase finale, illustre cette démarche et vient renforcer les capacités du pays à maintenir une gestion

efficace de ses ressources en eau.

En plus de leur rôle dans la gestion de l'eau, ces barrages servent à produire de l'énergie hydroélectrique, contribuant ainsi à la diversification des sources d'énergie renouvelable. Cependant, la gestion des barrages doit s'adapter aux nouveaux défis posés par les changements climatiques, tels que la réduction des précipitations et l'évaporation accrue des réserves. Le Royaume continue donc à investir dans la modernisation de ces infrastructures, tout en complétant cette stratégie par d'autres initiatives pour diversifier les sources d'approvisionnement en eau.

## Développement des infrastructures de dessalement

Face à la rareté de l'eau douce, le Maroc a intensifié ses investissements dans des projets de dessalement. La station de dessalement d'Agadir, l'une des plus grandes au monde, est devenue un modèle de résilience pour les zones fortement impactées par la sécheresse. Cette infrastructure fournit de l'eau potable à plus d'un million de personnes et assure l'irrigation de vastes terres agricoles, renforçant la sécurité hydrique dans une région particulièrement vulnérable.

Ce type d'installation est en voie d'expansion vers d'autres régions côtières pour assurer une solution durable aux pénuries d'eau.

En intégrant des technologies de dessalement plus écologiques et moins énergivores, le Maroc s'efforce de minimiser l'impact environnemental de ces installations. La multiplication des projets de dessalement montre l'engagement du Royaume à diversifier ses sources d'eau et à s'adapter à la baisse continue des ressources hydriques naturelles, tout en préservant ses ressources souterraines pour les générations futures.

### Réutilisation des eaux usées

Pour atténuer la pression sur les ressources en eau potable, le Maroc a mis en place des programmes de réutilisation des eaux usées traitées. Ces eaux sont principalement destinées à l'irrigation agricole et à d'autres usages non domestiques comme l'entretien des espaces verts urbains. Cette approche contribue à réduire la demande en eau douce, tout en favorisant une gestion plus durable des ressources hydriques disponibles. L'utilisation des eaux usées devient ainsi un levier essentiel pour préserver les réserves d'eau dans les zones où les besoins agricoles sont élevés.

La réutilisation des eaux usées est en cours de développement à grande échelle, notamment dans les grandes agglomérations et les zones agricoles. Cette pratique, combinée à des systèmes de traitement plus performants, permet d'optimiser l'utilisation des ressources hydriques du pays. À long terme, cette stratégie pourrait devenir un pilier central pour la gestion durable de l'eau au Maroc, en particulier face à l'augmentation de la demande et à la diminution des ressources naturelles disponibles.

### Optimisation de l'irrigation agricole

L'agriculture, responsable d'une grande part de la consommation d'eau au Maroc, est un secteur prioritaire pour les efforts d'optimisation des ressources hydriques. Le Plan Maroc Vert a initié une série de réformes visant à promouvoir des techniques d'irrigation plus économes en eau, telles que l'irrigation goutte-à-goutte. Cette méthode, déjà largement adoptée, permet de réduire de manière significative la consommation d'eau tout en maintenant, voire augmentant, les rendements agricoles. Elle répond à un besoin pressant de concilier les exigences de productivité agricole avec la rareté croissante de l'eau.

Le Plan Génération Green 2020-2030 poursuit cette dynamique en favorisant l'utilisation des énergies renouvelables pour les systèmes d'irrigation et en encourageant l'adoption de nouvelles technologies pour une gestion plus efficace de l'eau dans l'agriculture. En parallèle, des programmes de formation et de sensibilisation sont déployés pour que les agriculteurs adoptent des pratiques plus durables et économes en ressources hydriques, assurant ainsi la pérennité du secteur agricole face aux défis climatiques.

### Programmes de sensibilisation et gestion de la demande

La gestion de la demande en eau passe aussi par la sensibilisation de la population à une consommation responsable. Le Maroc mène régulièrement des campagnes pour encourager les citoyens à adopter des comportements plus économes en eau, que ce soit à domicile, dans les espaces publics ou dans le secteur agricole. Ces initiatives visent à limiter le gaspillage et à promouvoir une utilisation plus rationnelle de l'eau, en insistant sur l'importance de préserver cette ressource vitale dans un pays où les réserves sont limitées.

Les programmes de sensibilisation ne se limitent pas à la population générale, mais s'adressent également aux acteurs économiques, notamment dans les secteurs agricoles et industriels. La gestion de la demande en eau repose sur une approche collaborative entre les autorités, les entreprises et les citoyens, avec des objectifs ambitieux en matière de réduction de la consommation d'eau et de lutte contre le gaspillage. La responsabilisation de tous les acteurs est cruciale pour faire face aux défis du stress hydrique.

### Coopération internationale et financements

Pour renforcer ses capacités en gestion de l'eau, le Maroc s'appuie sur des partenariats internationaux. Le pays a bénéficié de l'appui financier d'institutions telles que la Banque mondiale et la Banque Européenne d'Investissement pour développer des infrastructures hydrauliques, telles que de nouveaux barrages et des stations de dessalement. Ces investissements étrangers, combinés à des programmes de modernisation des réseaux de distribution d'eau, sont essentiels pour faire face à la pression croissante sur les ressources hydriques.

Cette coopération internationale permet également au Maroc de bénéficier de trans-



**Les programmes de sensibilisation ne se limitent pas à la population générale, mais s'adressent également aux acteurs économiques, notamment dans les secteurs agricoles et industriels. La gestion de la demande en eau repose sur une approche collaborative entre les autorités, les entreprises et les citoyens, avec des objectifs ambitieux en matière de réduction de la consommation d'eau et de lutte contre le gaspillage.**

ferts de technologies et de bonnes pratiques en matière de gestion de l'eau. Ces partenariats contribuent à améliorer l'efficacité des infrastructures existantes tout en soutenant le développement de nouveaux projets hydrauliques, essentiels pour anticiper et gérer les périodes de sécheresse prolongée et les fluctuations climatiques.

### Adaptation au changement climatique

Le changement climatique, caractérisé par des précipitations irrégulières et des sécheresses prolongées, aggrave la situation de stress hydrique au Maroc. En réponse, le Plan National de l'Eau (PNE) 2020-2050 vise à renforcer la résilience du pays face à ces défis. Ce plan prévoit, entre autres, l'optimisation des ressources en eau existantes, la diversification des sources d'approvisionnement et la modernisation des infrastructures de gestion de l'eau. L'adaptation au changement climatique passe aussi par une réévaluation des politiques de gestion de l'eau, en intégrant des

solutions basées sur la nature, telles que la reforestation ou la protection des écosystèmes aquatiques. Le Royaume continue ainsi à ajuster ses stratégies pour répondre aux incertitudes climatiques tout en garantissant l'accès à l'eau pour les générations futures.

Le stress hydrique au Maroc est un défi de taille, mais le Royaume met en œuvre une série de mesures pour y faire face. De la construction de barrages à la réutilisation des eaux usées, en passant par le développement des infrastructures de dessalement et la modernisation de l'irrigation agricole, ces initiatives visent à assurer la sécurité hydrique du pays pour les années à venir. Néanmoins, le succès de ces efforts dépendra aussi de la capacité à sensibiliser la population et à adopter des pratiques de consommation d'eau plus durables.

Ces stratégies démontrent l'engagement du Maroc à atténuer l'impact du stress hydrique et à garantir l'accès à l'eau pour ses citoyens et ses secteurs économiques clés.

# Un expert marocain propose des solutions concrètes pour atténuer le stress hydrique au Maroc

**Face aux défis grandissants liés à la rareté de l'eau au Maroc, Abderrahim Khoyit, expert international en environnement et ingénierie civile, a partagé ses analyses et propositions pour répondre à cette problématique. Résidant actuellement au Canada, Khoyit estime que, malgré les conditions de sécheresse qui affectent le pays depuis plusieurs années, le Maroc possède les ressources nécessaires pour éviter une crise majeure, à condition d'optimiser leur gestion.**

### Une crise d'eau multifactorielle

Le Maroc fait face depuis des décennies à ce que Khoyit appelle « l'épreuve de l'eau », un phénomène englobant à la fois des périodes d'inondations et des sécheresses prolongées. Il s'agit d'une situation exacerbée par la combinaison de la faible pluviométrie et de la croissance démographique,

entraînant une pression sur les ressources hydriques du pays. Selon l'expert, cette pression affecte non seulement l'agriculture, mais aussi l'ensemble des secteurs économiques et sociaux du pays.

« Le stress hydrique est souvent perçu comme un simple manque d'eau, alors qu'il englobe aussi les excès d'eau, tels que les inondations », explique Khoyit. Il rappelle que ces deux phénomènes sont néfastes pour l'environnement et, plus particulièrement, pour les cultures. Toutefois, c'est le manque d'eau, causé par la sécheresse, qui prédomine au Maroc et dans de nombreux autres pays de la région.

Khoyit souligne que le stress hydrique peut être mesuré par rapport à la quantité d'eau douce disponible pour la population. Lorsque cette quantité descend en dessous de 1 000 mètres cubes par habitant et par an, la région est considérée comme souffrant de pénurie d'eau. Au Maroc, cette situation



devient de plus en plus préoccupante, d'autant plus que plus de 20 % des ressources en eau renouvelables du pays sont déjà utilisées, un indicateur clair du stress hydrique. Solutions proposées pour atténuer la crise Face à ce constat, Abderrahim Khoyit reste toutefois optimiste. Selon lui, le Maroc possède les ressources nécessaires pour surmonter ce défi, à condition d'adopter une gestion plus rationnelle et scientifique de l'eau. Parmi les solutions qu'il propose, on trouve :

. La gestion des ressources naturelles : Khoyit préconise la préservation et la réhabilitation des zones humides et des forêts, essentielles pour le maintien des équilibres écologiques et la régénération des nappes phréatiques.

. Modernisation de l'agriculture : L'agriculture, étant l'un des secteurs les plus gourmands en eau, doit s'orienter vers des techniques d'irrigation plus efficaces, comme l'irrigation au goutte-à-goutte. Cela permettrait de réduire les pertes d'eau tout en garantissant un rendement optimal des cultures.

. Le dessalement de l'eau de mer : Une des solutions clés avancées par Khoyit est l'accélération du développement des stations de dessalement de l'eau de mer. Le Maroc a déjà fait des progrès significatifs dans ce domaine, mais il reste encore beaucoup à faire pour couvrir l'ensemble des besoins, notamment dans les régions les plus touchées par la sécheresse.

. Le recyclage des eaux usées : Le traitement et la réutilisation des eaux usées repré-

sentent une autre piste que l'expert encourage à explorer. Ces techniques, combinées à une réduction de la consommation d'eau dans les secteurs énergétiques et industriels, contribueraient à préserver les ressources disponibles.

. Programmes académiques spécialisés : Enfin, Khoyit insiste sur l'importance de la formation. Il appelle les universités marocaines à développer des programmes spécialisés dans la gestion de l'eau et l'irrigation, afin de former des ingénieurs et techniciens capables de relever les défis futurs liés à la rareté de cette ressource vitale.

### **Une gestion durable, clé de l'avenir**

Si le Maroc est confronté à un défi majeur en matière de gestion de l'eau, Abderrahim Khoyit se veut rassurant. Avec des ressources hydriques encore abondantes mais mal exploitées, il estime que le pays peut éviter une crise majeure à condition d'adopter une approche plus durable et innovante. Les efforts déjà entrepris, notamment dans le domaine du dessalement, laissent entrevoir un avenir où la pénurie d'eau pourrait être maîtrisée, à condition que les politiques publiques s'alignent sur une gestion plus optimale de cette ressource cruciale.

En conclusion, bien que le Maroc souffre de stress hydrique, des solutions existent pour relever ce défi. Le pays dispose des moyens nécessaires pour s'adapter et surmonter cette situation, à condition de mieux gérer ses ressources et d'adopter les technologies et techniques appropriées.



**La gestion des ressources naturelles : Khoyit préconise la préservation et la réhabilitation des zones humides et des forêts, essentielles pour le maintien des équilibres écologiques et la régénération des nappes phréatiques.**

# Assemblées annuelles de la BM et du FMI Mme Fettah Alaoui dit tout, ou presque...



## Les décideurs financiers du monde entier se rassemblent au Maroc, qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Nous sommes honorés d'accueillir les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à partir du 09 octobre. La candidature du Maroc a été retenue en 2018, ce qui constitue une reconnaissance et une confiance en notre pays, sous le leadership de SM le Roi Mohammed VI, en la démocratie du Royaume, en sa trajectoire économique et sociale, mais aussi en sa légitimité, comme emblème et carrefour du continent africain. De multiples crises ont secoué le monde lors des cinq dernières années mais le Maroc a pu les surmonter pour s'affirmer de nouveau comme un pays fort, un modèle de résilience et un partenaire « très crédible » du FMI et de la Banque mondiale. Je suis convaincue que nous aurions obtenu l'organisation de cet événement mondial au cas où la candidature du Maroc aurait été présentée pendant ces temps de crises. Ceci est une reconnaissance du modèle marocain. Lundi, un mois sera écoulé depuis la

tragédie du séisme d'Al Haouz. On a réussi à convaincre que le Maroc, conformément à la Vision éclairée de SM le Roi Mohammed VI, pouvait accueillir en toute sécurité ces rencontres annuelles, ce qui témoigne d'une double confiance: une confiance historique envers un pays qui a démontré depuis la candidature à aujourd'hui que la trajectoire et la dynamique de développement étaient sérieuses, que les réformes sont sur les rails, et que c'est un pays qui sait aussi gérer les crises et qui tient ses engagements en toutes circonstances.

## Ces Assemblées débattront des grands enjeux du développement à un moment où l'économie mondiale est confrontée à une série de chocs. Le Maroc saisira-t-il cette opportunité unique pour présenter au monde entier son modèle de développement et la Vision Royale pour faire face aux défis actuels et futurs ?

Absolument, je pense que le Maroc n'est pas un pays qui se laisse emporter par des stan-

dards. Le Maroc détient la force, l'ambition et la Vision de SM le Roi Mohammed VI pour concevoir sa propre approche et démarche de développement. Celle-ci est d'ailleurs en train d'être exécutée et implémentée et apporte de vraies solutions pour les défis à relever. Ce message, extrêmement important, est partagé avec les dirigeants du FMI et de la Banque Mondiale, depuis que le Maroc a adhéré à ces deux institutions il y a plus de 60 ans.

Depuis 20 ans, de grandes avancées ont été réalisées par le Royaume sur les plans social, sociétal et économique, dans un contexte marqué par de multiples défis liés à la sécurité alimentaire, aux changements climatiques et aux tensions géopolitiques. Le Maroc a su démontrer que, malgré des ressources naturelles limitées, les défis de développement social et les challenges humains, le dynamisme, la vision et les stratégies sectorielles ont permis de véritables réalisations. Le Royaume a su utiliser cette boîte à outils d'instruments de partenariats financiers à un excellent niveau. Le Maroc sait très bien aujourd'hui puiser son énergie, son dynamisme et ses volontés en interne et avec ses propres capacités, mais la coopération internationale demeure une orientation appuyée, promue par SM le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste. Cette ouverture est un véritable choix gagnant qu'on démontre au quotidien. Dans cette coopération, celle en particulier avec le continent africain est la plus emblématique, car elle est dans « note ADN ». Ce n'est pas une stratégie, c'est notre présent, notre passé et notre futur.

### **Que représente justement pour le Maroc cette dimension continentale ? Et à quel point les enjeux et les priorités de l'Afrique seront au cœur des débats à Marrakech ?**

Il est utile de rappeler que cela fait 50 ans que les réunions (Assemblées NDLR) ne se sont pas tenues en terre africaine. Le rendez-vous de Marrakech constitue donc une occasion pour mettre en avant les ambitions, les challenges et les priorités du continent. C'est aussi une opportunité pour expliquer qu'en Afrique, carrefour avec l'Europe et le reste du monde, il y a un pays qui a réussi à se démarquer à travers un modèle de développement qui lui est propre. Le Maroc administre ainsi la preuve qu'il est tout à fait possible de réussir sur le continent africain et de se faire une place dans l'économie mondiale. Le succès réalisé dans l'industrie automobile, où nous avons intégré au sens propre les chaînes de valeur mondiale, est une démonstration que nous ne sommes pas uniquement un partenaire de longue date, mais que nous pouvons exceller dans différents domaines. De même, notre succès dans la logistique en tant que carrefour

entre la Méditerranée et l'Atlantique donne de l'espoir à tout le monde. Le gazoduc entre le Nigeria et le Maroc est aussi un bon exemple qui montre qu'avec un leadership marocain et nigérien et à travers une coopération bien menée, l'Afrique peut apporter des solutions en termes de valorisation des ressources, des expertises et de création de valeur pour plusieurs pays en même temps. Cette notion de modèle, d'un standard conçu par le Maroc pour le Maroc, à partager avec l'Afrique est extrêmement importante. D'un autre côté, avec ces dernières crises, il y a un momentum légitime au sein de ces institutions financières de s'interroger sur l'opportunité de repenser le modèle et le partenariat avec les pays qui ont besoin du FMI et de la Banque Mondiale.

Les sujets du développement humain et de la lutte contre la pauvreté sont hélas encore d'actualité avec les crises liées à la sécurité alimentaire et à l'inflation. Les changements climatiques et leurs conséquences sur l'Afrique qui paie le prix fort d'une dégradation de l'environnement, et pour lesquels le continent a besoin de plus de financement est un autre sujet qui s'impose fortement lors des discussions. Il y a aussi des thématiques à caractère social qui sont extrêmement importantes et qui méritent d'être examinées et abordées. Nous avons besoin d'une meilleure éducation, de plus d'universités, d'un système de santé plus fort et d'une protection sociale. Ces thématiques vont être au cœur des débats lors des réunions institutionnelles du FMI et de la BM. J'espère que le fait de les aborder au Maroc va donner encore plus d'écho à ce dont le continent africain a besoin. D'abord on a envie de dire au monde que l'Afrique doit rester en permanence une priorité, on ne peut pas s'occuper de l'Afrique quelques années et ensuite aller gérer des grosses crises ailleurs. Notre chemin de développement ne peut pas attendre et ne peut accumuler de retards. Il ne faut pas non plus demander aux pays africains de choisir entre payer leur dette, nourrir les populations, éduquer leurs enfants, s'adapter aux changements climatiques et créer des emplois. Aujourd'hui, il y a des voix qui s'élèvent pour demander que le changement climatique soit financé par le secteur privé ou autre. Il faut trouver des solutions pour le continent africain parce qu'on ne peut pas choisir entre toutes ces priorités qui sont vitales pour le continent. Nous savons que ces discussions sont en cours depuis des mois dans les institutions et nous appelons de nos vœux à ce que des décisions et des annonces fortes soient faites pendant ces réunions. Nous rappellerons que nous sommes sur le continent et que notre voix doit être portée et entendue pendant ces réunions.



**Les sujets du développement humain et de la lutte contre la pauvreté sont hélas encore d'actualité avec les crises liées à la sécurité alimentaire et à l'inflation. Les changements climatiques et leurs conséquences sur l'Afrique qui paie le prix fort d'une dégradation de l'environnement, et pour lesquels le continent a besoin de plus de financement est un autre sujet qui s'impose fortement lors des discussions.**

# Volvo CE annonce une baisse des ventes nettes mais continue d'innover et de lancer de nouveaux produits



Le président de Volvo CE, Melker Jernberg, a souligné l'engagement de l'entreprise envers l'innovation durable : « Nous continuons à stimuler l'innovation et les investissements pour rester à l'avant-garde de la transformation vers des solutions plus durables. »

Volvo Construction Equipment (Volvo CE) a enregistré une baisse de ses ventes nettes au deuxième trimestre 2024, impactée par un ralentissement global de l'industrie. Malgré cette baisse, l'entreprise continue d'avancer dans ses ambitions de transformation, marquées par certains des plus importants lancements de produits de ces dernières années.

### Performances financières et industrielles

Durant ce trimestre, les ventes nettes ont atteint 24 423 MSEK, contre 28 999 MSEK à la même période l'année dernière, ce qui représente une diminution de 16 % après ajustement des fluctuations des devises. Les ventes de machines ont chuté de 19 %, tandis que les ventes de services ont légèrement augmenté de 2 %. Le résultat d'exploitation ajusté s'est élevé à 3 888 MSEK, correspondant à une marge d'exploitation de 15,9 %.

Les commandes nettes ont augmenté de 9 %, principalement grâce à une reprise en Chine et en Amérique du Nord, où les problèmes de la chaîne d'approvisionnement avaient limité les commandes l'année précédente. Cependant, les livraisons ont été inférieures à celles de 2023, en raison d'une baisse de la demande en Europe et en Amérique du Nord.

### L'innovation et la transformation en première ligne

Lors de l'événement Volvo Days en juin, Volvo CE a dévoilé une série de nouveaux produits, y compris des machines conventionnelles et des solutions zéro émission. Parmi les nouveaux lancements, on trouve une nouvelle génération de pelles hydrauliques et des tombereaux rigides R60 et R70 Stage V, ainsi que des chargeuses sur pneus et pelles électriques.

Le président de Volvo CE, Melker Jernberg, a souligné l'engagement de l'entreprise envers l'innovation durable : « Nous continuons à stimuler l'innovation et les investissements pour rester à l'avant-garde de la transformation vers des solutions plus durables. »

### Évolution du marché

Le marché a globalement décliné par rapport aux niveaux élevés de 2023, particulièrement en Europe et en Amérique du Nord. En revanche, l'Amérique du Sud a connu une croissance, portée par la demande au Brésil et au Pérou. La Chine a montré des signes de reprise grâce aux nouvelles politiques gouvernementales, tandis que l'Asie hors Chine a connu un léger ralentissement.

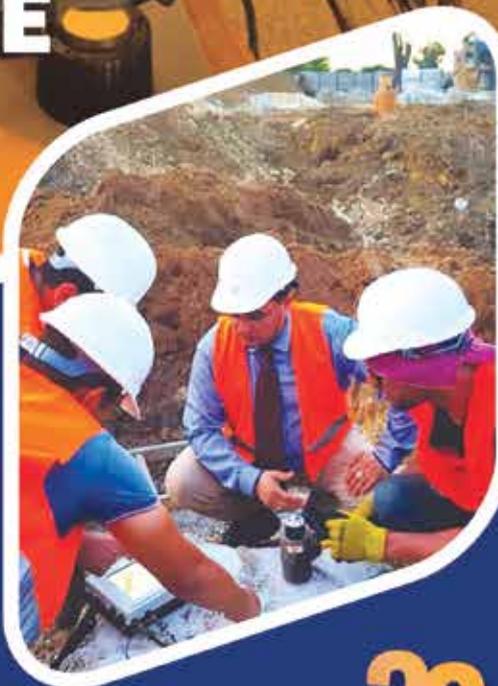
Malgré les défis posés par un marché en déclin, Volvo CE poursuit sa transformation et son innovation, affirmant son engagement envers des solutions durables et une productivité accrue pour ses clients.

ESSAIS - ÉTUDES - CONTRÔLE



BTP - INDUSTRIE

# UN LABORATOIRE DE RÉFÉRENCE SUR MESURE



23

ANS D'INGÉNIERIE  
D'EXCELLENCE...

#### SIÈGE ET LABORATOIRE CENTRAL

276, Zone Industrielle, Sud-Ouest,  
Mohammedia 28810, Maroc

■ [contact@s2g.ma](mailto:contact@s2g.ma)

☎ +212 5 23 31 50 46 / +212 5 23 32 37 28

■ +212 5 23 31 71 49

☎ +212 6 61 41 04 23

#### LABORATOIRE INDUSTRIEL

Résidence Central Park, Immeuble A, 3e étage, N°2,  
Mohammedia, Maroc

■ [s2gtestindustriel@gmail.com](mailto:s2gtestindustriel@gmail.com)

☎ +212 5 23 28 4 979

■ +212 5 23 28 79

#### S2G AFRICA

S2G CÔTE D'IVOIRE - S2G BENIN - S2G SÉNÉGAL

■ [s2gafrica@s2g.ma](mailto:s2gafrica@s2g.ma)

☎ +229 57 57 17 26 / +212 6 61 75 23 58

[www.s2g.ma](http://www.s2g.ma)



# HCEM



## Vente

- + *Equipement BTP*
- + *Equipement Minier*
- + *Grues Mobiles*
- + *Grues à Tour*
- + *Manutention*

## Services

- + *Conseil technique*
- + *Service Après-vente*
- + *Contrats de Maintenances*
- + *Formation Clients*

## HCEM ( Hi-Tech Car Equipment and Machinery )



HCEM

S.A.R.L Capital : 30,000,000.00 DH - RC : 176839 Casablanca -  
ICE : 001525338000037

( Show Room BTP ) Bouskoura Ville Verte - Casablanca - Maroc  
Tél : 0522351898

( Show Room Auto ) 200 Route Cotière 11, Zenata - Casablanca - Maroc  
Tél : 0522351898, 0522351911

[www.hcem-equipement.ma](http://www.hcem-equipement.ma)